

Lutte des classes à l'échelle mondiale : expropriation des trusts impérialistes (Afrique, Bolivie, Chine ...) !
En France, Front unique pour l'interdiction de tous les licenciements ! Expropriation des groupes capitalistes (PSA, Sanofi ...)



Des milliers de grévistes dans les mines d'or d'Afrique du Sud – oct 2012 : « Faites vos valises et quittez le pays »

Édito.....	p 2
Tract sept 2012.....	p 4
Abrogation de la loi Bachelot HPST ! Pas touche aux CCN51 et CCN66 !	p 6
Le redressement productif : comment servir les intérêts capitalistes français.....	p 7
Quelques exemples de luttes des classes à l'échelle mondiale	
Retour sur « Nouvelle perspective »	p11
Afrique du Sud.....	p15
Maghreb et Moyen-Orient.....	p17
Chine.....	p19
Inde.....	p21
Amérique latine.....	p23
États-Unis.....	p28
Québec.....	p31
Interventions	
Tract CGT-Pep.....	p34
Section multi professionnelle C.G.T. de Chauffailles : lettre à une députée apparentée PS.....	p35

Édito

Il y a six mois, les travailleurs chassaient Sarkozy et portaient à l'Assemblée Nationale une majorité de députés du PS et du Front de Gauche, le PS obtenant à lui seul la majorité absolue. Ils exprimaient ainsi, non pas une adhésion au programme politique du PS et de Hollande, mais un rejet profond de la politique menée par Sarkozy et l'UMP. Ils exprimaient la volonté d'en finir avec cette politique de concassage des acquis ouvriers sans pour autant s'illusionner sur Hollande. Le gouvernement dirigé par Ayrault a, dès sa nomination (et par sa constitution propre), donné à la bourgeoisie française, les garanties que ses intérêts seraient préservés. L'objectif immédiatement avancé du retour à l'équilibre budgétaire signifie clairement la poursuite d'une politique de rigueur, comprenons bien, de rigueur pour les travailleurs. L'abrogation de la TVA sociale et les quelques mesurées de ce début de quinquennat permettaient d'afficher un faux semblant de changement et surtout amenaient les directions syndicales à la table des négociations. Là est le changement, dans la méthode. Jean-Marc Ayrault a d'ailleurs, devant les militants du PS réunis en congrès à Toulouse le 27 octobre, assuré qu'il "*assumait*" et "*revendiquait*" sa méthode, celle du dialogue social.

La pierre angulaire du dispositif de ce gouvernement est le dialogue social

Pour faire passer ses réformes, il s'appuie sur les directions syndicales qui ont toutes accepté le cadre de discussion en se rendant à la conférence sociale des 9/10 juillet. Cette conférence n'a abouti à la satisfaction d'aucune revendication ouvrière, mais a défini plusieurs chantiers soumis à discussion entre les « partenaires sociaux » : le contrat de génération (emplois d'avenir), la formation, l'égalité professionnelle, la compétitivité des entreprises et la protection sociale.

La négociation sur le contrat de génération a pris fin le 19 octobre et est soumise à la signature des syndicats. Un projet de loi, reprenant et complétant les dispositions de l'accord national interprofessionnel sur le contrat de génération, est en préparation et sera présenté en conseil des ministres le 12 décembre. Au lieu de défendre un seul contrat de travail, le CDI, les directions syndicales destinent la jeunesse à un nouveau contrat précaire.

Le site du gouvernement se félicite : « *La conclusion de cette première négociation est un succès de la méthode privilégiée par le Gouvernement : la confiance dans les partenaires sociaux pour trouver le bon équilibre entre les aspirations des salariés, des jeunes et des demandeurs d'emploi et les besoins des entreprises* ». En effet, pas de lutte de classe mais un compromis entre les classes sociales, voilà le résultat politique qu'attendait le gouvernement et que les directions syndicales lui ont permis d'obtenir. Et puisque la méthode semble fonctionner, le gouvernement la décline à tous les chantiers.

Dans la fonction publique, la concertation avec les organisations syndicales s'est ouverte le 4 septembre notamment sur la question des rémunérations. Il ne s'agit pas là d'une négociation salariale avec l'augmentation du point d'indice mais d'une négociation plus large, incluant notamment les questions relatives aux modalités d'avancement et déroulement de carrière, les primes de résultat ... Une première réunion s'est tenue le 17 octobre portant sur le bilan de la révision générale des politiques publiques (RGPP), la modernisation de l'action publique et la décentralisation. Il est clair qu'il n'est pas question dans ce cadre de mettre fin à la RGPP, aux suppressions de postes et au rattrapage du pouvoir d'achat perdu par l'augmentation du point d'indice, et son indexation sur les prix. Ces négociations légitiment le gouvernement dans l'application de mesures portant atteinte au statut : la ministre M. Lebranchu avait émis l'hypothèse d'aller plus loin que le gel du point d'indice en stoppant le déroulement de carrière (avancement d'échelon et de grade). L'essentiel des attaques contre les fonctionnaires (suppressions de postes, gel du point d'indice, restructurations ...) se concentre aujourd'hui dans le maintien de la RGPP et prend corps dans le projet de budget. La responsabilité des directions syndicales est donc de dire clairement : A bas la RGPP ! A bas le budget 2013 !

D'autre part, afin soit disant d'assurer l'avenir des retraites et de la protection sociale, la conférence sociale de juillet a défini une méthode et un calendrier. Le Haut conseil du financement de la protection sociale a été installé par le Premier ministre le 26 septembre à Matignon et doit remettre le 31 octobre un diagnostic sur les modalités actuelles de financement. Ce Haut Conseil est entre autre

composé de représentants des confédérations syndicales CGT, FO, de la FSU, aux côtés de parlementaires et de patrons. Il sera chargé d'élaborer plusieurs scénarios de réforme du financement de la protection sociale. Sur les retraites, la première phase d'analyse au sein du Conseil d'orientation des retraites doit aboutir à un double diagnostic : une actualisation des projections financières à long terme, prévue pour le 19 décembre, et un état des lieux du système de retraite, prévu pour la mi-janvier 2013. Cet état des lieux portera notamment sur les questions d'équité, des déterminants du niveau des pensions, de la place respective de la solidarité et de la contributivité, de la transition entre l'emploi et la retraite et de la lisibilité du système de retraite.

La négociation sur la sécurisation de l'emploi est engagée, les chantiers pour développer les compétences et la formation tout au long de la vie sont aussi ouverts. Sur ce point, l'enjeu de la formation liée à l'accompagnement des mutations économiques s'inscrit désormais dans le cadre de la négociation de la nouvelle convention 2013-2015 entre l'Etat et le Fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels. Le Conseil national de la formation tout au long de la vie est saisi du projet de compte individuel de formation. Ce projet doit particulièrement convenir à la direction confédérale CGT qui porte depuis des années sa « revendication » de sécurisation des parcours professionnels. Les directions syndicales acceptent ainsi de discuter du développement du chômage partiel, financé par l'Etat au plus grand profit du patronat et de la baisse du coût du travail. Le patronat revendique en effet le transfert des cotisations salariales sur la CSG et celui des cotisations patronales sur la TVA. Or, cotisations salariales et patronales sont parties intégrantes du coût total du travail que doit payer le patron. Les travailleurs y perdront deux fois : ils subiront une baisse de leur rémunération et devront compenser la perte de ces cotisations soit par l'augmentation de la CSG soit par la hausse de la TVA. Ceci est inacceptable. Il n'est pas question de laisser les représentants syndicaux en discuter. Car cette pseudo revendication signifie en réalité un transfert des cotisations patronales, qui incombent à chaque patron comme élément du salaire, sur une taxe payée par tous.

En fait, il faut le dire clairement toutes ses discussions ont pour objectif d'associer les syndicats à l'élaboration des réformes nécessaires à la bourgeoisie, afin de limiter tout surgissement d'une mobilisation des travailleurs. Toujours sur le site du gouvernement on peut lire : « *A la différence des sommets sociaux sans lendemain, la méthode issue de la grande conférence sociale est ainsi fondée sur un dialogue permanent et dans la durée avec les partenaires sociaux, qui sont pleinement associés au processus de réforme, selon des modalités adaptées en fonction des sujets* ».

Concernant le « redressement productif », le rapport Gallois sera remis le 5 novembre et doit contribuer à « *alimenter la réflexion du Gouvernement pour définir une « trajectoire de compétitivité » sur l'ensemble du quinquennat* ». Louis Gallois, fameux patron d'EADS, à qui, sans aucun doute, la classe ouvrière peut faire confiance pour satisfaire les revendications ... patronales !

Dans le contexte de crise économique, où les annonces de plans de licenciements se multiplient, où la barre officielle des 3 millions de chômeur vient d'être franchie, la revendication de l'interdiction des licenciements et de l'expropriation des Peugeot, Sanofi ... est à l'ordre du jour. L'objectif du gouvernement Ayrault flanqué des responsables syndicaux est d'interdire que s'expriment dans la rue ces revendications.

Il existe une majorité de députés PS et Front de Gauche à l'Assemblée Nationale : il faut lui imposer la satisfaction des revendications et en premier lieu l'interdiction des licenciements. Les directions syndicales doivent également être au service des salariés : qu'elles rompent immédiatement toutes ces négociations et organisent avec l'ensemble des travailleurs la mobilisation pour l'interdiction des licenciements, l'arrêt de la RGPP, etc.

Assez de dialogue social ! Front unique des organisations d'origine ouvrière PS, FdG, CGT, FO pour :

L'interdiction de tous les licenciements !

L'expropriation des groupes capitalistes : PSA, Sanofi ...

L'arrêt de la RGPP !

Exigeons de la majorité PS-Front de gauche l'interdiction de tous les licenciements et des « plans sociaux » !

Front unique pour l'expropriation des entreprises capitalistes !

Rupture du dialogue social !

Le système capitaliste condamne les travailleurs au chômage, à la misère, à la précarité

La crise du capitalisme continue de frapper les travailleurs : presque 5 millions de chômeurs toutes catégories confondues, des postes supprimés dans la Fonction publique, des licenciements tout azimut.

PSA annonce la suppression de 8000 emplois et la fermeture de l'usine d'Aulnay. De l'aveu même des directions de Renault et Peugeot le marché automobile est saturé, il y a trop de véhicules produits par rapport aux besoins. Là est une des contradictions et l'impasse du système capitaliste qui amène à une situation de surproduction stimulée par la course effrénée aux profits pour la classe capitaliste, profits récoltés sur la base de l'exploitation du travail de la classe laborieuse.

Des signes de ralentissement de la production se sont fait sentir aux États-Unis avant la crise financière de 2007 car les possibilités d'emprunt des travailleurs américains avaient atteint leur limite. Aujourd'hui 30% de la population américaine vit en dessous du seuil de pauvreté et on sert la soupe populaire dans des gymnases ! La montagne de dettes, des États comme des ménages, qui a fait fonctionner artificiellement la production est en train de s'écrouler. La consommation a également atteint ses limites et la production ralentit. Ni les énergies vertes, ni les nouvelles technologies, ni la création monétaire, communément appelée « planche à billets », ne permettront de relancer la machine.

C'est la Grande dépression qui attend les travailleurs ! Il y a trop de capital en mouvement, instruments de production mais aussi de salariés. La concurrence capitaliste à l'échelle mondiale exige d'en liquider massivement. Fermeture d'usines, chômage partiel, licenciements massifs sont le lot quotidien de l'économie capitaliste pour les travailleurs. Dans ce système, il n'y a pas de place au réformisme : comment peut-on contraindre PSA à maintenir ses usines en France sans que la force de travail en soit dévalorisée ? Comment orienter la production pour satisfaire les besoins sociaux, comment donner un travail à tous, sans prise de contrôle des moyens de production ? Une seule exigence : INTERDICTION DE TOUS LES LICENCIEMENTS ! Chez Peugeot, dans l'automobile et pour tous les travailleurs dans tous les secteurs !

A bas la politique de rigueur qui touche les travailleurs ! A bas le traité européen !

Imposons à la majorité PS-Front de gauche l'interdiction de tous les licenciements !

Les travailleurs n'ont pas chassé Sarkozy pour se voir appliquer la même politique. La classe ouvrière et la jeunesse n'entendent pas être condamnés au chômage, à la misère, aux petits boulots ! Ils ont porté une majorité de députés du PS et du Front de gauche à l'Assemblée Nationale pour en finir avec la politique de l'UMP. Or, dans le discours de Hollande du 9 septembre, il n'est pas question d'interdiction des licenciements, mais de mesures allégeant le coût du travail pour les patrons ! Le transfert des cotisations patronales sur la CGS envisagé par le gouvernement Ayrault est un vol pur et simple : la part de salaire différé que sont ses cotisations sociales ne sera plus versée par les employeurs. Il s'agit de baisser le coût du travail pour les patrons et de faire porter la compensation injustement sur les travailleurs !

Le gouvernement dirigé par le Parti socialiste n'offre aux travailleurs qu'une politique de rigueur. En proposant la ratification par le Parlement du Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) concocté par Merkel et Sarkozy en mars 2012, Hollande entend faire graver dans le marbre une politique de rigueur, qui impliquera des coupes sombres dans les budgets sociaux et une flexibilité du marché du travail, comme l'exige aujourd'hui la Troïka (FMI-UE-BCE) dans les pays en faillite (en Grèce ou en Espagne). EELV et le FG se disent opposés à ce traité mais EELV s'apprête à voter le budget de rigueur 2013 présenté par le gouvernement Ayrault-Duflot et le FdG appelle à une manifestation le 30/09 pour demander un vote référendum pour valider le traité ! Au contraire, il faut exiger de la majorité PS-FdG la non ratification du traité !

La politique du gouvernement Hollande-Ayrault-Duflot, c'est une politique de défense des intérêts de la classe capitaliste, pas de la classe ouvrière !

A bas la collaboration de classe ! Rupture du dialogue social !

Ce gouvernement de type Front populaire compte sur le soutien des directions syndicales pour faire passer les mesures de rigueur contre les intérêts de la classe ouvrière. Le rôle des directions syndicales n'est pas de cautionner une politique de rigueur. Le dispositif de concertation avec les syndicats mis en place dans le cadre de la conférence sociale de début juillet, tend à impuissant les travailleurs qui voudraient exiger une politique conforme à leurs intérêts. Les directions syndicales ne doivent pas, comme chez Peugeot, négocier les plans de licenciement mais les combattre. Pour cela, elles doivent rompre toute discussion avec la direction de l'entreprise comme avec le gouvernement qui soutient les capitalistes, à l'image de la famille Peugeot aujourd'hui. Elles doivent organiser le combat de l'ensemble des travailleurs de ce pays pour exiger de la majorité PS-FdG à l'Assemblée **l'interdiction de tous les licenciements**. Une telle position permettrait de centraliser le combat de toute la classe ouvrière contre la politique du gouvernement Hollande-Ayrault.

Ce dont a besoin la classe ouvrière, c'est d'un gouvernement qui ne défende plus la classe capitaliste mais d'un gouvernement à son service.

Pour un gouvernement ouvrier qui exproprie la classe capitaliste

Les travailleurs savent que ni le PS ni le FdG ne remettront en cause le système capitaliste qui appauvrit les travailleurs (il n'y a qu'à voir en Grèce, en Espagne ...). Il faut opposer aux licenciements et au chômage partiel l'interdiction des licenciements, la réduction massive du temps de travail et répartir le travail entre tous les travailleurs disponibles. Il faut exiger l'ouverture des livres de comptes des capitalistes, l'expropriation des banques, des usines et des trusts impérialistes car ce sont les seules solutions pour sortir de la crise. Il s'agit d'avancer résolument vers le socialisme. C'est pourquoi, après cette première vague qui a chassé les partis bourgeois du pouvoir, la classe ouvrière et la jeunesse doivent s'organiser pour que les centrales syndicales soient à leur service et imposer leurs revendications à ce gouvernement.

Le développement de la crise du système capitaliste pose la question de changer de système de production. Pour cela, il faut avancer la perspective de la constitution d'un véritable gouvernement ouvrier, rompant avec la bourgeoisie.

Pour pouvoir chasser la bourgeoisie du pouvoir, il faut œuvrer à la construction d'une organisation révolutionnaire capable d'organiser les travailleurs dans la perspective de la prise du pouvoir. C'est à ce combat que nous entendons prendre part.

Les salariés des établissements sociaux et médicaux sociaux confrontés à la remise en cause de leurs Conventions Collectives Nationales

Les Conventions Collectives qui régissent les droits des personnels des établissements sociaux et médicaux sociaux sont les CCN66 et CCN51.

Le 21 juillet 2009, la loi Hôpital, Patients, Santé et Territoires (HPST) mieux connue sous le nom de loi Bachelot, a été promulguée. L'un des grands effets de cette loi est d'offrir comme perspective aux salariés du secteur une baisse du coût du travail par la réduction des salaires, l'augmentation du temps de travail et la remise en cause des métiers. Cela a ouvert la voie à la remise en cause généralisée des conventions du secteur. Les associations fusionnent, d'autres disparaissent afin de préparer la mise en concurrence et répondre aux procédures d'appels à projets contenues dans la loi HPST.

Du coup, les patrons associatifs du secteur et leurs organisations syndicales patronales (Fegapei, Syneas, Fehap ...) ont ouvert des négociations pour la remise à plat des Conventions Collectives du secteur avec les directions syndicales des salariés. Toutes, CGT, CFDT, FO, SUD, CNT ... ont accepté d'engager la discussion : dans ce cadre il était pourtant clair qu'il s'agissait de les associer à la liquidation des Conventions Collectives.

Ainsi par exemple, la FEHAP a décidé de proposer aux organisations syndicales une révision de la CCN51 (Convention Collective Nationale du 31/10/1951) dès mars 2010. Ce que les patrons du secteur attendaient depuis des années (Cf. le Projet stratégique de la FEHAP adopté en 2007), ils peuvent enfin le réaliser puisque la loi Bachelot leur offre la possibilité de le faire. Après des mois de discussion, la FEHAP décide de dénoncer la CCN51 le 1er septembre 2011 avec effet au 1er décembre 2012.

Cette dénonciation conduirait à un retour au Code du Travail soit une perte des avantages proposés par cette convention portant, entre autres, sur :

- Les jours fériés,
- Les promotions,
- La reprise de l'expérience professionnelle,
- Le déroulement de carrière lié à l'ancienneté,
- Les indemnités de départ à la retraite,
- Les indemnités de licenciement,

Près de 4000 établissements et 250 000 travailleurs sont concernés. Aujourd'hui, la CGT santé et action sociale aux côtés de la CFE-CGC demande la poursuite des négociations et la prolongation de la CCN51 pendant ce temps ; la CFDT santé sociaux lance une pétition demandant le retrait de cette dénonciation.

Sur cette base, le 15 octobre 2012, cinq organisations syndicales, CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT, FO appelaient à une journée d'actions contre la dénonciation de la Convention Collective 51 par les employeurs de la FEHAP, contre la recommandation patronale, pour la défense et l'amélioration des Conventions Collectives.

La CGT se félicite que la forte mobilisation des salariés ait permis d'obtenir l'ouverture de discussions sur l'évolution de la convention collective sous l'égide du Ministère de la Santé et des Affaires Sociales afin de « trouver une issue négociée et apaisée », selon M. Touraine dans le communiqué paru le 15/10/2012. En fait aucune organisation syndicale des salariés ne s'attaque à l'essentiel : la loi Bachelot. La revendication des personnels du secteur doit clairement être reprise par les fédérations syndicales :

Abrogation de la loi Bachelot HPST ! Pas touche aux CCN51 et CCN66 !

Elles doivent exiger du gouvernement Ayrault-Touraine qu'il satisfasse ces revendications immédiates.

Le « Redressement productif » des capitaux de la bourgeoisie ?

Le « redressement productif » : un impératif pour le capital financier français

C'est devenue un des plaies les plus brûlantes du capitalisme français. Depuis la mise en place de l'euro, le déficit commercial de la France n'a cessé de se dégrader pour atteindre un niveau très élevé. Le seul déficit commercial en biens (marchandises) atteint un niveau record en 2011 : 73 milliards d'euros, soit plus de 3% du PIB.

Alors certes, la balance des paiements, qui prend en compte non seulement les biens et services, mais également les mouvements de capitaux, est moins dramatique, car les trusts français ayant massivement investi à l'étranger, ils rapatrient des bénéfices qui représentent pas moins de 47 milliards d'euros en 2011. Mais globalement, le déficit reste patent.

L'enjeu est crucial : le déficit de la balance des paiements oblige chaque année le système financier du pays à importer massivement des capitaux étrangers. C'est une fragilité considérable, notamment dans le cadre de l'euro, où le pouvoir monétaire est soumis au bon vouloir de la BCE, et in fine de l'impérialisme allemand, dominant au sein de l'Union Européenne (maîtrise de la fixation des taux d'intérêt, dont la hausse permet d'attirer davantage les capitaux, car ils sont alors mieux rémunérés). Cela introduit une dépendance considérable - les revenus issus de l'étranger étant politiquement toujours beaucoup plus fragiles - et le déficit de capitaux peut conduire jusqu'à la perte de contrôle de pans entiers du capitalisme français, mis à la merci des intérêts étrangers. Le rachat de certaines firmes il y a quelques années (Péchiney ou Arcelor il y a quelques années) ou la mise sous coupe réglée des infrastructures portuaires grecques par les capitaux chinois constituent à ce titre un épouvantail bien réel.

Pour la bourgeoisie, il y a donc une nécessité absolue de rétablir l'équilibre de la balance des paiements. Dans le cadre de l'euro, c'est un impératif pour contrer l'influence déterminante de l'impérialisme allemand ce qui passe inévitablement par le rétablissement de la balance des biens - c'est-à-dire par l'industrie.

Le redressement industriel est dépendant du redressement de la rentabilité !

Les organisations syndicales et les partis ouvriers n'ont eu de cesse de promouvoir le développement industriel en l'opposant à l'intérêt des financiers. Ainsi en 2010, bien qu'ayant participé aux Etats généraux de l'Industrie organisés par Sarkozy, la CGT appuyait « *le rôle essentiel de l'industrie dans l'économie* » tout en dénonçant ainsi les « *exigences disproportionnées de rentabilité financière* ».

Pourtant dans le système capitaliste, indépendamment de toute morale, le niveau d'investissement dépend d'abord de leur capacité à générer du profit. Le développement de l'investissement dans la production industrielle ne peut passer que par le rétablissement d'une rentabilité suffisante.

Si la « *désindustrialisation* » est depuis plusieurs années massive et bien réelle, avec la multiplication des fermetures d'usines, c'est bien parce que de nombreuses activités industrielles sont incapables de générer une rentabilité suffisante en comparaison d'autres investissements. L'industrie génère des besoins de capitaux considérables (usines, machines...) qui doivent être immobilisés et ne sont rentables qu'en cas de pleine utilisation sur des durées importantes.

Le cas de PSA est à ce titre emblématique : en 2011, faute de débouché, les usines françaises du groupe ne tournent environ qu'à 60% de leur capacité réelle. C'est dire combien la rentabilité des capitaux investis - en bâtiments, en chaînes de montage - est inférieure à ce qu'elle pourrait, à ce qu'elle devrait être ! Pour autant, si spéculer sur des barils de pétrole ou sur l'immobilier est certes plus facile à court terme, les profits industriels sont cependant moins volatils et moins risqués une fois placés dans la sphère de production.

Afin d'augmenter la rentabilité du capital, en système capitaliste, il n'y a pas le choix : il faut soit réduire le coût du capital constant, soit réduire le coût de la force de travail. Dans le cadre de l'euro, où l'inflation est strictement sous contrôle de la BCE, et où toute dévaluation est impossible, il n'y a pas de marges de manœuvre pour diminuer le coût du capital constant.

Il faut donc dévaloriser le coût de la force de travail, c'est-à-dire, diminuer le salaire d'une façon ou d'une autre, soit directement, soit de façon détournée.

Le poids écrasant du « coût du travail » dans la « compétitivité »

Depuis quelques mois se développe un débat opposant compétitivité « coût » et « hors coût » de la France sur le marché mondial. La première repose directement sur les coûts directs et d'abord sur le coût du travail ; l'autre mettant l'accent sur ce qui n'est pas directement chiffrable (intensité de la recherche, performance de l'organisation, qualification des travailleurs, performance des infrastructures, adaptation des produits...) mais qui participe du coût final du bien produit.

Les organisations d'origine ouvrières, PS, PG et organisations syndicales font croire aux travailleurs que les acquis ouvriers, en terme de conditions de travail et de salaire, peuvent être maintenus en même temps que leurs usines peuvent rester compétitives sur le plan mondial. Ainsi Mailly explique le 5 novembre : « *Le problème de la compétitivité française n'est pas liée au coût du travail* », et il attend du rapport Gallois « *qu'il mette l'accent sur la compétitivité hors coût* ». Pourtant, tous ces éléments – recherche, formation... - ne sont pas gratuits et dépendent d'abord de la capacité à les financer, de la marge générée par les entreprises et donc du niveau de plus-value extraite sur les travailleurs...

Ils prennent pour exemple l'Allemagne où le coût du travail dans l'industrie ne serait pas plus élevé. Ainsi, Mélenchon indique sur son blog que selon l'INSEE, « *une heure de travail industriel coûtait 33,16€ en France contre 33,37€ en Allemagne* ». Prenant l'exemple de PSA, le problème résiderait dans le fait que ses dirigeants seraient « *des incapables* », qui « *suppriment 2000 postes dans la recherche-développement* », ce qui « *ampute gravement la capacité d'innovation* » : il faudrait donc « *définanciariser* » pour « *arrêter de faire passer l'intérêt des actionnaires avant tout* ».

Bref, tout ne serait lié qu'à la nullité et à la voracité du patronat... Mélenchon n'explique cependant pas pourquoi le patron et l'actionnaire allemand ne seraient ni nuls ni voraces, et encore moins où résiderait l'intérêt des actionnaires de PSA : l'action de PSA a été divisée par 10 depuis 2007 ! Quant à la finance, tous les groupes y font justement appel pour financer leurs investissements : ainsi le rival bénéficiaire Volkswagen vient d'émettre un emprunt obligataire de 2,5 milliards d'euros, acquis par des rentiers qu'il devra bien rémunérer lui aussi !

L'exemple allemand... de la diminution de la valeur de la force de travail

Car ce que n'expliquent pas les dirigeants ouvriers, c'est que, notamment depuis l'entrée en vigueur des lois Hartz IV en 2004, de nombreux autres éléments différencient les travailleurs français des allemands. Le coût du travail dans les services est notamment bien moins élevé (en l'absence de tout SMIC ou presque), et si le coût des transports, de la construction ou du commerce est plus faible, c'est autant de bénéfices aussi pour l'industrie. Ainsi dans les services, le coût de l'heure de travail n'est plus que de 26,81€ en Allemagne contre 32€ en France ; et certains types de contrats (minijobs notamment) sont totalement exonérés de cotisations sociales.

Dans leur ensemble, les travailleurs allemands ont connu une baisse massive des cotisations sociales... qui s'est traduite par une baisse massive du salaire différé. La réforme des retraites s'avère ainsi dramatique : à l'entrée en vigueur complète de la réforme partir de 2030, un travailleur ayant cotisé en continu 40 annuités ne touchera qu'une retraite plafonnée à 43% du salaire brut moyen, soit 688 € pour un salaire brut de 2.200 € !

Et les travailleurs allemands ne disposent que d'un droit de grève extrêmement encadré (il est totalement illégal en dehors des cycles de négociations programmées avec le patronat et sévèrement limité pendant), connaissent certains contrats avec une forte flexibilité et de faibles protections contre les licenciements, ne disposent que de prestations familiales extrêmement réduites.... Bref, tous éléments qui fondent une « *compétitivité coût* » et « *hors-coût* » bien plus intéressante que la française, où le CDI, les charges sociales et la contestation des plans sociaux devant les tribunaux restent malgré tout dominants.

En 2004, le gouvernement Schröder parvint à mettre en œuvre les lois Hartz ; les salaires bruts sont plus bas en 2008 qu'en 2002. En France, en 2006, Chirac échoue par la mobilisation de la jeunesse et du prolétariat à imposer le CPE ; les salaires bruts sont supérieurs de 15% en 2008 par rapport à 2002, et le déficit commercial français vis-à-vis de l'Allemagne explose...Et le coût de la valeur de la force de travail n'aurait rien à y voir ?

« Pourquoi l'iPhone™ ne sera jamais construit aux États-Unis ? »

Ce qui est vrai pour l'Allemagne l'est encore davantage en Asie. Mais au-delà de l'exploitation sauvage du prolétariat asiatique, c'est aussi toute l'organisation mondialisée de l'industrie capitaliste qui rend impossible le retour à une « *bonne* » industrie respectant les salaires et les droits sociaux des ouvriers.

Dans une enquête publiée le 09 février 2012 (et publiée dans Courrier International), le New York Times revient ainsi sur le mode de fabrication de l'iPhone™ :

“Il est difficile d'estimer combien cela coûterait de fabriquer l'iPhone aux États-Unis. Dans la mesure où la main-d'œuvre représente une toute petite fraction du coût dans les technologies de pointe, des salaires américains renchériraient tout au plus l'iPhone de 65 dollars [50 euros], estiment des universitaires et des analystes. Or Apple gagne généralement plusieurs centaines de dollars par appareil. En théorie, si l'entreprise les assemblait aux États-Unis, il lui resterait donc encore une marge confortable. Mais ces calculs ne signifient pas grand-chose, car il ne suffirait pas de recruter des Américains pour fabriquer l'iPhone aux États-Unis – il faudrait aussi transformer l'économie nationale et mondiale.” (...)

“Toute la chaîne d'approvisionnement est maintenant en Chine”, confie un ancien dirigeant d'Apple. “Il vous faut un millier de joints de caoutchouc ? Vous les trouverez dans l'usine d'à côté. Un million de vis ? C'est dans l'usine au coin de la rue. Vous voulez que cette vis soit façonnée un peu différemment ? Ce sera prêt dans trois heures.” Huit heures de route séparent l'usine de découpe de verre du complexe industriel où est assemblé l'iPhone [le Parc scientifique et technologique de Longhua, à Shenzhen, dans la province du Guangdong]. Ce complexe, surnommé Foxconn City, a achevé de convaincre les dirigeants d'Apple que la Chine pouvait fournir des ouvriers – et une réactivité – avec lesquels leurs homologues américains ne pouvaient pas rivaliser.

Car rien de comparable à Foxconn City n'existe aux États-Unis. Ce parc industriel emploie 230 000 personnes, dont beaucoup travaillent six jours par semaine et passent jusqu'à douze heures d'affilée à leur poste. Plus d'un quart d'entre elles sont logées dans les dortoirs de l'entreprise et beaucoup gagnent moins de 17 dollars [13 euros] par jour. (...)

“Un ancien cadre raconte comment une usine chinoise a sauvé la mise à la société quand il a fallu revoir au pied levé le process de fabrication de l'iPhone, quelques semaines à peine avant sa mise sur le marché. Apple avait modifié l'écran à la dernière minute, ce qui obligeait à réorganiser de fond en comble la chaîne de montage. Les nouveaux écrans ont été livrés à l'usine sur le coup de minuit. Un contremaître alla aussitôt réveiller 8 000 ouvriers dans les dortoirs de l'usine. Chacun eut droit à un biscuit et à une tasse de thé avant d'être aiguillé vers son poste. A minuit et demie, l'équipe de nuit était prête à monter pendant douze heures les écrans de verre sur des boîtiers biseautés. Au bout de quatre-vingt-seize heures, l'usine sortait plus de 10 000 iPhones par jour. “Cette rapidité et cette flexibilité sont époustouflantes, commente l'ancien collaborateur d'Apple. Aucune usine américaine n'est capable de telles performances.”

Que cherche Montebourg et le gouvernement Hollande-Ayrault ?

Ancien candidat au primaire pour la « gauche » du PS, alors avocat de la démondialisation, Montebourg est devenu ministre au Redressement Productif et en a profité pour éclaircir ses positions.

La « démondialisation » ayant été rangé au placard – elle serait dévastatrice pour la bourgeoisie française qui retire une partie importante de ses profits de l'étranger, c'est-à-dire de l'exploitation de la main d'œuvre dans les autres pays, en Asie notamment – il n'a plus d'autre choix. Le redressement productif ne peut passer que par l'insertion dans le marché mondial, et la rentabilité des capitaux investis doit s'aligner sur celle en vigueur ailleurs.

Le prolétariat est victime de la désindustrialisation : la fermeture d'usines s'accompagne d'un chômage massif. Cependant, dans la situation actuelle, alors que l'appareil de production est entièrement contrôlé (ou presque) par les capitaux privés et que ceux-ci sont libres de s'investir où ils veulent, seule la baisse massive de la valeur de la force de travail sera de nature à rétablir l'investissement de la bourgeoisie dans l'industrie – et la création des emplois correspondants.

Fidèle à cette logique, Montebourg, le 02 novembre, n'hésite pas à lister ses propres revendications en matière de « compétitivité », et notamment le transfert de 19 milliards d'euros de « charges sociales », prônant des hausses d'impôts pour certaines franges de la bourgeoisie, mais aussi la baisse des dotations aux collectivités locales et la fiscalisation des allocations familiales...! Le 06 novembre, il est le premier à faire l'apologie du rapport Gallois qui mérite selon lui d'être « lu, analysé et respecté », bien qu'il préconise principalement de transférer des charges des entreprises vers les ménages !

A cela, il faut opposer l'expropriation des trusts et la planification de la production en fonction des besoins, sous contrôle ouvrier, qui seuls peuvent sortir les masses de la fausse alternative entre exploitation et chômage.

Les enseignements d'une « Nouvelle perspective »

En 1997, le Comité pour la Construction du Parti Ouvrier Révolutionnaire et de l'Internationale Ouvrière Révolutionnaire adoptait un texte de référence « Une Nouvelle Perspective ». Le Groupe Révoltes est issu de ce Comité et fait sien ce texte.

Nous proposons aujourd'hui à nos lecteurs de revenir sur les enseignements de ce document et de mettre en évidence l'actualité de ce texte ainsi que les points qu'il convient de préciser.

Une « nouvelle Perspective » décrit la nouvelle situation dans laquelle les révolutionnaires doivent combattre pour la construction du Parti Ouvrier Révolutionnaire.

Années 90, la réintroduction du capitalisme en URSS porte un coup au prolétariat mondial

Durant des dizaines d'années, la bureaucratie stalinienne restaurationniste a mené une politique contre-révolutionnaire empêchant le déferlement de la révolution prolétarienne mondiale. Cette politique mena à la restauration du capitalisme dans les pays du bloc de l'Est alors même que les prolétariats de ces pays tentèrent de combattre la bureaucratie totalitaire stalinienne (Berlin Est en 53, Prague en 56, en 68, en Pologne dans les années 80 jusqu'aux mobilisations de 1989, en particulier en Allemagne de l'Est puis en Russie).

Après la guerre, la possibilité d'une révolution politique à l'Est, sur l'axe de chasser la bureaucratie du pouvoir, conjointement à une révolution sociale expropriant le capital à l'Ouest, était à l'ordre du jour. Ce devait être la tâche des organisations se réclamant de la IVème Internationale d'avancer cette perspective conjointe. Or, la branche pabliste du Secrétariat unifié, dont est issue la LCR en France, n'engagea pas le combat à mort contre la bureaucratie stalinienne mais opta pour lui coller à la peau sur son flanc gauche, donnant ainsi aux masses l'illusion que cette bureaucratie pouvait devenir une caste progressiste, alors même que celle-ci prodiguait les plus durs châtiments à ceux qui osaient lui contester son pouvoir bureaucratique. Quant à l'OCI devenue PCI en 1980, elle se bureaucratisa rapidement en prenant des positions bureaucratiques dans les organisations syndicales. C'est ce qui l'amena à ne pas présenter de candidat au 1er tour de l'élection présidentielle de 1981, s'aplatissant littéralement devant la direction du Parti socialiste qui la vampirisa quelque temps plus tard, en siphonnant la branche étudiante.

La dégénérescence de la IIIème Internationale et la destruction de la IVème Internationale ont permis au capitalisme d'être réintroduit dans les pays de l'Est et de se développer de manière gigantesque en Chine. Après la crise de 1987, ce fut une aubaine inespérée pour le capitalisme pour continuer son fonctionnement et repousser les échéances d'une crise dislocatrice. En Chine notamment, le capital mondial a pu faire suer de la plus-value sans vergogne.

La réintroduction du capitalisme en URSS marqua un coup au prolétariat mondial : en effet, la perspective de construire un État ouvrier sur la base de la révolution bolchévique n'était plus considérée comme possible ni même souhaitable, étant donné le degré de bureaucratization de ces États ouvriers. Pour autant il n'est demeuré pas moins que c'est bien la lutte entre les classes qui reste le moteur de l'histoire des sociétés.

La lutte des classes demeure le moteur de l'histoire

L'effondrement de l'ex-URSS a provoqué des ravages dans la conscience de la classe ouvrière mondiale. Les partis sociaux-démocrates et ex-staliniens (avec l'appui des groupes gauchistes dégénérés), s'appuyant sur cette situation, ont organisé rapidement après les années 90, le désarmement politique et théorique de la classe ouvrière, cherchant à ce que la désorientation actuelle de la classe ouvrière, de la jeunesse, soit la plus totale possible.

Le prolétariat n'avait plus l'activité révolutionnaire qu'il eut au cours des années 1970 et 80, l'impérialisme a repris l'initiative. Mais pour autant nulle part le prolétariat n'est écrasé.

Nulle part le prolétariat n'est écrasé

Quels que soient les coups qu'il a subis, nulle part le prolétariat n'a été écrasé. Dans les pays de l'ex-URSS et de la partie Est de l'Europe, le prolétariat a acquis des droits, la possibilité de s'organiser. La réunification du prolétariat allemand, celle du prolétariat européen, sont des acquis pour eux, même si jusqu'à présent ils n'ont pas été en mesure de les utiliser vraiment.

Dans cette nouvelle situation, l'extrême degré de putréfaction atteint par le capitalisme, la société bourgeoise, la situation de crise récurrente qui est la sienne (avec des oscillations), le risque d'une crise disloquante, contraignent les différentes bourgeoisies à mener des attaques frontales contre leur prolétariat. Nécessairement, aussi handicapés politiquement qu'ils soient, ces prolétariats s'efforceront d'engager de puissants combats qui poseront y compris la question du pouvoir et dans des conditions nouvelles, la question de la construction de Partis Ouvriers Révolutionnaires et d'une Internationale Ouvrière Révolutionnaire. Mais la question du programme, celle des rythmes et des délais, pour la construction d'une telle organisation seront déterminantes.

Derrière le krach financier de 2007, l'expression de la crise du capitalisme

Si le capitalisme a bénéficié d'une parenthèse historique avec la réintroduction du capitalisme à l'Est et son développement en Chine durant une bonne dizaine d'années, la crise de 2007 a marqué un coup d'arrêt mondial à une croissance inégale assise sur un endettement sans limite. Après la faillite de quelques banques et compagnies d'assurance dont certaines ont été sauvées par les États et leurs institutions financières, ce sont les États qui sont menacés de faillite. Mais au point de départ de la crise financière il y a une crise de surproduction classique du capitalisme qui pêche pour avoir trop développé les forces productives. La crise exige dorénavant la restructuration du capital, la destruction de la force de travail et sa dévalorisation. C'est bien ce qui est à l'ordre du jour dans les pays où la classe ouvrière a arraché, par ses combats, des acquis qui limitent son exploitation.

Les plans de rigueur développés en Europe amènent de puissantes mobilisations ouvrières mais elles restent cadrées par les organisations traditionnelles du mouvement ouvrier qui détournent la classe ouvrière de l'essentiel : la prise du pouvoir par le prolétariat pour une expropriation du capital et l'organisation de la production en fonction des besoins des masses. C'est en ce sens que la réintroduction du capitalisme en URSS représente un coup pour le prolétariat dont les mobilisations, si puissantes soient elles, ne s'ordonnent plus sur la perspective de la prise du pouvoir mais se cantonnent à des mobilisations en défense des acquis.

Dans les pays dominés, les prolétariats ont engagé et engagent des combats contre les régimes autoritaires en place qui sont à la solde des impérialismes, comme au Maghreb.

Dans certaines régions ou pays, comme en Afrique du Sud ou en Amérique latine, les prolétariats conservent quelques acquis en terme d'organisations et de traditions ouvrières avancées.

Mais bien généralement, que ce soit en Europe, en Amérique latine, en Inde ou en Afrique du Sud, les organisations ouvrières bourgeoises, issues de la IIème, de la IIIème ou de la IVème Internationale collaborent avec les États bourgeois et en assument aussi la gestion.

C'est dans ce contexte que les travailleurs, dans leurs combats pour la défense de leur force de travail, de leurs acquis, sont amenés à créer de nouvelles organisations, syndicales et politiques. Mais bien souvent ces organisations regroupent des débris d'organisations de la IIIème voire de la IVème Internationale.

L'enjeu pour le prolétariat mondial dans ce contexte, est de se réapproprier son histoire, notamment en ce qui concerne les instruments pour la conquête du pouvoir.

La question du parti, question fondamentale

Toutes les situations successivement évoquées conduisent inévitablement à poser la question du parti révolutionnaire. C'est sur cette question centrale que depuis des décennies butte la classe ouvrière. C'est l'absence d'un tel parti qui a pesé de manière déterminante dans les combats dans l'ex-URSS, en Allemagne comme en France, au Brésil et en Afrique du Sud, etc...

En l'absence d'un tel parti, la classe ouvrière et la jeunesse sont totalement livrés aux partis social-démocrates, ex-staliniens et aux débris issus de la IVème Internationale, aux appareils syndicaux (mais aussi aux organisations petites bourgeoises, aux organisations cléricales et humanitaires).

Les organisations ouvrières bourgeoises, les appareils syndicaux utilisent toute la panoplie de leur science contre-révolutionnaire pour défendre le capitalisme, protéger la bourgeoisie et l'État bourgeois : refus d'avancer les revendications ouvrières, isolement et dislocation des luttes, politique de division du mouvement ouvrier, front populaire ou union nationale selon la situation, refus d'ouvrir une perspective politique pour la classe ouvrière, refus même d'aller au pouvoir et quand ils y sont contraints : utilisation de l'État bourgeois pour combattre la classe ouvrière, pour faire passer les exigences de la bourgeoisie.

Mais en même temps, en l'absence de parti révolutionnaire, la classe ouvrière et la jeunesse sont amenées à essayer de se servir de ces organisations contre les organisations purement bourgeoises, contre la bourgeoisie, à les utiliser jusqu'à les porter au pouvoir.

Dans certaines situations, en l'absence de parti révolutionnaire mais aussi de partis ouvriers bourgeois traditionnels, des organisations ouvrières peuvent être construites, par exemple le PT brésilien, ou encore Solidarnosc sous la forme particulière d'un syndicat, qui sont en mesure de postuler au pouvoir. Mais il faut rappeler que le PT brésilien a eu comme initiateur des chrétiens de gauche et des transfuges des syndicats officiels (Lula) et que Solidarnosc a dès l'origine été initié et contrôlé par la hiérarchie catholique polonaise.

De telles constructions "spontanées" restent en général dans le cadre bourgeois. La classe ouvrière n'est pas vierge, nulle part. Partout pullulent, fut-ce à l'état de lambeaux, des groupes et organisations ex-staliniennes, social-démocrates, gauchistes, des groupes petits-bourgeois ou cléricaux qui relaient dans la classe ouvrière la pression de la bourgeoisie, son idéologie. Dès lors que se constitue une telle organisation, ils tentent d'en prendre politiquement le contrôle pour lui imposer une orientation de défense du capitalisme. Parfois, ils peuvent aussi prendre les devants, comme aux États-Unis.

La question d'un Labor Party est une question centrale pour le prolétariat américain. L'absence d'un tel parti facilite l'offensive de la bourgeoisie. La construction d'un tel parti avait été esquissée dans les années 30 parallèlement à une profonde régénérescence du mouvement syndical, mais n'avait pas abouti. Après guerre, la complète soumission de la bureaucratie de l'AFL-CIO à son impérialisme, la dégénérescence du SWP, le poids également des "trente glorieuses" sur le prolétariat américain n'avaient pas permis de reprendre cette construction. Aujourd'hui la multiplication des attaques contre la classe ouvrière américaine, la paupérisation massive d'une part sans cesse croissante de la classe ouvrière conduit nécessairement à poser la question d'un Labor Party.

Il existe d'autres prolétariats pour qui la construction d'un parti ouvrier est une question centrale (c'est le cas, notamment, des prolétariats bolivien, sud-africain, mexicain, brésilien, argentin ...). Mais un tel parti ouvrier a besoin d'un programme permettant en particulier de poser et de résoudre la question du pouvoir. Pour impulser et préciser à chaque moment ce programme, pour permettre à un tel parti ouvrier de jouer pleinement son rôle, il faut une avant-garde organisée sur le programme de la révolution prolétarienne : le combat pour le Parti ouvrier n'a de sens que comme transition, dans la perspective de la construction du POR.

Un Parti pour la prise du pouvoir

Résoudre la question du pouvoir, détruire l'État bourgeois et exproprier le capital, entreprendre la construction de l'État ouvrier : pour la classe ouvrière mondiale, il était acquis que cela était une possibilité puisque cela avait été réalisé en 1917. Pour une partie importante du prolétariat, cette perspective --d'une manière ou d'une autre et avec toutes les confusions possibles-- était une nécessité. Aujourd'hui cette conscience a, pour une grande part, disparu ou s'est profondément brouillée.

Toutes les organisations et groupes acharnés à la défense du capitalisme, s'appuyant sur cette situation, tentent de faire revenir la classe ouvrière à un état de conscience politique antérieur même à 1848 : le seul avenir possible doit être le capitalisme. Bien évidemment, ils ne peuvent y parvenir, mais sur cet objectif de grands dégâts peuvent être commis.

Pour l'essentiel, tout se ramène à la question du pouvoir et nous devons réaffirmer avec Marx que *"la conquête du pouvoir politique est devenu le premier devoir de la classe ouvrière."* (1864).

Cela est d'autant plus vrai aujourd'hui que dans la situation de crise récurrente du capitalisme, de sa marche à la dislocation, toute revendication --qu'elle économique ou politique-- ne peut être satisfaite qu'en posant la question du pouvoir et en la résolvant. Cela implique la nécessité d'un parti :

- un parti de classe
- un parti centralisé
- un parti fondé sur le programme de la révolution prolétarienne.
- un parti mondial de la révolution prolétarienne

La nécessité de construire de tels partis avec un programme socialiste, organisés au sein d'une Internationale ouvrière révolutionnaire est bien à l'ordre du jour dans les pays où se pose cette question.

Ainsi, nous proposons une analyse des avancées en terme de construction d'organisations ouvrières, partis et syndicats, dans quelques pays du monde, qui connaissent des développements importants de la lutte des classes :

- Afrique du Sud
- Maghreb et Moyen-Orient
- Chine
- Inde
- Amérique latine
- États-Unis
- Québec

LA LUTTE DE CLASSES EN AFRIQUE DU SUD

Rappel historique

Ancienne colonie hollandaise (XVII^e et XVIII^e siècles) puis britannique depuis 1806, devenue dominion en 1948 – membre du Commonwealth –, la République d’Afrique du Sud a rompu avec le Royaume Uni en 1961 : lors du mouvement mondial de décolonisation, cette rupture a permis à la minorité blanche de conserver le pouvoir.

Cette minorité blanche, issue de la colonisation européenne, a instauré en 1948 un régime d’apartheid, c’est-à-dire de ségrégation socio-spatiale dans lequel la majorité africaine noire et métisse (soit près de 90 % de la population) ne possédait que 13 % des terres, 87 % étant confisqués par les anciens colons organisés dans le Parti National qui gouvernait seul le pays. L’ANC (Congrès National Africain) fondé en 1912, appartient à l’Internationale Socialiste ; il a été interdit de 1960 à 1990.

Ce régime d’apartheid a été aboli en juin 1991 sous l’effet conjoint des luttes menées par la population noire organisée dans l’ANC et de l’impossibilité pour la bourgeoisie blanche de maintenir sa domination politique et économique sans risquer d’être totalement évincée.

Les premières élections multiraciales ont eu lieu en 1994 et Nelson Mandela fut élu 1^{er} président de la République. L’ANC remporte régulièrement 60 à 70 % des voix mais est en perte de vitesse, notamment depuis 2008 avec la scission du « Congrès du Peuple ». Jacob Zuma est l’actuel président élu en 2009 avec 66 % des suffrages. Le prochain congrès de l’ANC se tiendra en décembre 2012.

Le contexte actuel

Aujourd’hui le pays compte environ 50 millions d’habitants (2011) et c’est la première puissance économique d’Afrique, grâce notamment à ses richesses minières. Mais aucun des problèmes auxquels est confrontée la population laborieuse n’est réglé par ce régime démocratique bourgeois dirigé par l’ANC et la bourgeoisie noire au profit d’une minorité de possédants (il resterait notamment 40 000 fermiers Afrikaners possédant 90% des terres cultivables !).

Une coalition tripartite ou « Triple Alliance » s’est constituée en 1985 entre l’ANC, la COSATU (Confédération des Syndicats d’Afrique du Sud) et la SACP (parti communiste) : elle exerce le pouvoir depuis 1994. Le Front de la Liberté, droite afrikaner, s’y est même associé.

La politique de ce gouvernement de type « front populaire » se caractérise par un soutien affiché au patronat contre les intérêts ouvriers : réforme agraire balbutiante [5% des terres redistribuées ?], nationalisation des mines promise mais jamais réalisée. Depuis 1991, une Convention pour une Afrique du Sud démocratique (CODESA dite aussi « processus de transition démocratique ») a été signée entre l’ANC et les anciens dirigeants du régime d’apartheid (le Parti National de De Klerk), pour sauvegarder leurs intérêts et maintenir la paix sociale : l’accord s’est concrétisé par une clause de lock out contre les mouvements de grève (recours à des jaunes), contre les grèves sur le tas et le droit de manifestation.

C’est ce dispositif répressif qui a volé en éclat cette année avec les grèves décidées par les mineurs, en opposition avec l’orientation de collaboration de classe de la COSATU.

En effet, la population ouvrière est confrontée à trois problèmes :

- ❶ La misère : bas salaires – chômage (25 à 50% dans certaines zones) – bidonvilles – ségrégation...
- ❷ Le soutien apporté par la COSATU au gouvernement et au patronat. L’absence d’indépendance syndicale vis-à-vis du gouvernement se double de corruption, prévarication et népotisme : les grands trusts distribuent des actions aux chefs de l’ANC et de la centrale syndicale majoritaire, qui deviennent administrateurs. C’est le cas de l’ex-secrétaire général du NUM (syndicat des mineurs affilié à la CASATU qui a fourni nombre de cadres à l’ANC) et ancien bras droit de Mandela.

③ Les mesures anti-ouvrières, telles l'accord de lock out contre le droit de grève et de manifestation.

Les événements de cet été sont le résultat de ces 3 facteurs :

→ Revendication immédiate d'une augmentation de 300 % des salaires pour les mineurs de LONMINE (compagnie minière anglaise qui emploie en Afrique du Sud 28 000 salariés) exploitant le platine de Marikana [l'Afrique du Sud en est le 1^o producteur avec 80% des réserves mondiales, platine qui se négocie à 45 000 € le kilo sur le marché mondial] – soit de 400 €/mois en moyenne à 1250 €.

→ Combat contre l'accord de lock out

→ Combat pour l'indépendance syndicale : création et développement de l'AMCU (Association of Mineworkers & Construction Union, créée en 1998 et reconnue en 2001, elle compterait 50 000 membres – se dit apolitique et non communiste) dans les mines du nord, produit d'une scission du NUM, et dirigée par MATHUNJUA, organisatrice de la grève à laquelle participeraient 90 % des mineurs.

Or, le NUM a signé un accord avec la direction conditionnant les négociations salariales à la reprise du travail, alors que les grévistes et l'ACMU veulent l'inverse.

Le massacre du 16 août a eu lieu dans ce contexte : des grèves dites « sauvages », c'est-à-dire illégales selon les règles de la CODESA, ont été organisées tout l'été, opposant les dirigeants du syndicat majoritaire et les militants de l'ACMU, grévistes et forces de l'ordre au service de LONMINE : 2 policiers tués dans ces affrontements ont justifié l'attaque frontale par la police d'un rassemblement de 3 000 grévistes armés de pioches et pics par un hélicoptère de combat et des tirs à balles réelles dont la plupart ont été tirées dans le dos : au minimum 44 morts au total et des centaines de blessés.

Le 30 août, 270 mineurs grévistes ont été inculpés de meurtre, inculpation levée depuis, devant la forte mobilisation des mineurs et d'autres catégories de travailleurs, comme les enseignants. A ce mouvement a pris part Julius MALEMA, dirigeants de l'ANCYL (les jeunes de l'ANC) depuis 2008 jusqu'à son exclusion en 2012. Il a été le seul responsable politique à avoir pu intervenir devant les grévistes. Il condamne les « blancs qui ont volé les terres », remet en cause la politique de Jacob ZUMA, exige l'expropriation sans indemnités des fermiers blancs et des mines.

Les grèves se poursuivent et s'étendent à d'autres mines de platine, d'or et même de charbon – malgré la répression organisée par le police du gouvernement - car l'accord signé en septembre par les négociateurs corrompus (sous l'égide d'un médiateur religieux !), ne concède que 11 à 22 % d'augmentation des salaires, bien loin des revendications des mineurs.

On est très loin d'une « grande victoire » et de « l'unité syndicale préservée » comme titre l'Humanité du 20 septembre 2012, qui confirme l'entier soutien du PCF à Jacob ZUMA, président de l'ANC et de la République d'Afrique du Sud, comme il l'avait déjà fait en août au moment où ZUMA a fait tirer sur la foule des mineurs en grève.

C'est donc un combat de classe très dur que mènent les mineurs sud-africains contre le front commun constitué par le gouvernement de front populaire, le syndicat majoritaire et les sociétés impérialistes qui les exploitent.

Comment pourraient-ils aujourd'hui arracher la satisfaction de leurs revendications ? Cela nécessite d'abord la rupture de la collaboration des organisations d'origine ouvrière - la COSATU et le SACP – avec la bourgeoisie noire et blanche, avec les trusts impérialistes et l'ANC.

Mais cette rupture, pour constituer un gouvernement ouvrier seul capable de satisfaire les revendications des travailleurs, nécessite la construction d'un véritable parti ouvrier qui combatte pour l'expropriation des mines et des terres et une gestion socialisée et planifiée des immenses ressources de l'Afrique du Sud.

Lutte des classes au Maghreb

L'Égypte et la Tunisie : vers une seconde vague révolutionnaire prolétarienne ?

Le printemps arabe a montré à l'ensemble de la classe prolétarienne qu'il était possible, à l'image de mouvements révolutionnaires d'Amérique latine, de chasser des dictateurs du pouvoir.

Cependant, sans organisation ouvrière réellement formée, structurée sur l'axe de la révolution socialiste, la question de la prise du pouvoir par le prolétariat, seule classe révolutionnaire, ne peut aboutir victorieusement. Ces mouvements étaient composites, car regroupaient une partie des masses prolétarienne et une fraction de la petite bourgeoisie.

Ces révolutions démocratiques ont permis de chasser les dictateurs mais leur ont succédé des gouvernements bourgeois approuvés par les États impérialistes. Ces nouveaux gouvernements ont organisé des élections dites « démocratiques » pour mettre fin à cette vague protestataire, mais en réalité, la prolétariat a été désarmé et surtout démuné de toute représentativité

.L'élection présidentielle en Égypte a opposé Ahmed Chafik (sans étiquette, Ancien premier ministre de Moubarak, soutenu par l'armée) à Mohamed Morsi (Frère musulman, Parti de la justice et de la liberté) avec la victoire de ce dernier.

Du côté de la Tunisie, l'élection législative a permis au parti Ennahdha islamiste, d'obtenir 41% des sièges grâce à un mode de scrutin favorisant les partis arrivés en tête.

Cependant, ces résultats ne reflètent pas l'ensemble des masses car ces élections font partie d'un processus de détournement de la révolution. Car seuls les partis déjà construits avant la révolution ont pu se préparer à la campagne mais surtout, l'abstention a été très élevée. Ces paramètres ne donnent qu'une légitimité internationale convenant parfaitement aux trusts impérialistes. Mais est-ce que cette situation convient à la population ?

Les grèves et les manifestations ne se sont pas arrêtées. En effet que ce soit à Alexandrie dans l'usine Pirelli, à Mahalla dans le delta du Nil ou à Sidi Bouzid, les mobilisations ont repris, les revendications n'ont pas changé et la répression est la même qu'avant la révolution.

Dans l'usine Pirelli d'Alexandrie, les ouvriers réclament une hausse des salaires ainsi que la démission de la direction ; ils ont fait une grève d'un mois entre juin et juillet 2012. La direction italienne de la firme a répliqué en menaçant de fermer la filiale égyptienne du groupe, en déclarant que l'entreprise possédait plus de 25 succursales dans d'autres pays et ne subirait aucun dommage en fermant la branche égyptienne. Pour empêcher les travailleurs/ses de reprendre la production, d'autogérer l'usine, les patrons ont coupé l'alimentation en eau et en électricité.

A Sidi Bouzid, berceau de la révolution tunisienne, les mobilisations ont repris pour de meilleures conditions de vie, du travail... Les slogans lancés sont « *le peuple veut la fin du régime* », « *ni peur ni terreur, le pouvoir revient au peuple* ». Le 15 aout, on comptait 95% de grévistes.

En Tunisie, les tentatives de reconstruction d'un parti bourgeois autour des anciens membres du RCD sous le parti Nidââ Tounes, ont pour but de tenter de former un deuxième pôle face au pôle islamiste. L'UGTT a organisé un Congrès du dialogue national prônant ainsi l'unité avec les partis islamistes comme avec les anciens du RCD. La Ligue de la Gauche Ouvrière membre de la IVème Internationale et liée au NPA y a participé. Cette recherche de l'union nationale saborde complètement la mobilisation des masses de 2011 qui a chassé le dictateur Ben Ali. Au contraire, toutes les organisations se réclamant de la classe ouvrière, UGTT, LGO, Parti des travailleurs tunisiens doivent rompre toute collaboration avec les partis bourgeois, avec le gouvernement dirigé par Ennahdha. Ils doivent porter un programme de défense de la classe ouvrière tunisienne, contre le chômage et la vie chère.

En Égypte, le syndicat indépendant créé lors de la révolution en mars 2011, EFITU (Fédération égyptienne des syndicats indépendants) voit ses rangs gonflés à presque 1,5 million de membres en quelques mois et 150 syndicats y sont affiliés (fév. 2012). Cette centrale est utilisée lors des mobilisations.

L'UGTT en Tunisie et l'ETUF en Égypte, organisations syndicales issues des anciennes dictatures, sont toujours en place et continuent de faire barrage aux masses lors des mobilisations.

Les masses auront à construire des organisations indépendantes des États bourgeois ; les organisations qu'elles ont construites dans ces mobilisations (comme les conseils) peuvent être des points d'appui.

Le véritable enjeu dans ces pays est la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire qui pourra réunir les masses et posera la question de la prise du pouvoir en vue de l'expropriation des trusts impérialistes.

Algérie : la question de l'appropriation de la rente pétrolière par les masses

Au cours du printemps arabe, des mobilisations ont éclaté dans plusieurs pays tel que le Maroc, le Yémen et l'Algérie. Pour contrecarrer les mobilisations et clore politiquement ce chapitre, le président Abdelaziz Bouteflika, a organisé des élections législatives en avril 2012.

Les résultats étaient attendus et c'est sans surprise que le FLN (parti de Bouteflika) remporte l'assemblée avec 220 sièges sur 462 devant le RND (68 sièges). Il faut noter que le Front des Forces Socialistes obtient quelques sièges (21) après une absence de 10 ans.

L'abstention quant-à elle est élevée avec un taux de participation de 42.9%. La faible mobilisation devant les urnes ne permet donc pas de donner une véritable légitimité à ce gouvernement.

En terme d'organisation, la confédération nationale autonome des travailleurs algériens (CNATA) est créée le 1^{er} mai 2012. Elle est censée regrouper les travailleurs du privé et du public et pour le moment, sept syndicats se sont associés. A voir si cette organisation pourra servir de point d'appui pour les masses contre la politique du gouvernement du FNL qui s'accapare la rente pétrolière.

Iran : vers une nouvelle vague révolutionnaire ?

Dans un contexte international difficile pour le gouvernement d'Ahmadinejad [éventualité d'une attaque militaire d'Israël, pressions des instances internationales sur le dossier du nucléaire, embargo économique des États-Unis], l'Iran est en proie à quelques mobilisations de la petite bourgeoisie. En effet, le grand bazar de Téhéran, traditionnellement un allié financier du gouvernement, a été le théâtre d'une manifestation contre la dégringolade brutale du rial, la monnaie iranienne. Cette mobilisation fait suite aux grèves lancées cet été dans des usines de l'industrie métallurgique et les commerçants de Téhéran ont donc été rejoints par une partie de la population pour protester contre la misère. La question gouvernementale est posée par les cris des manifestants. Compte tenu de son histoire, l'Iran est un enjeu de la lutte des classes pour tout le Proche et Moyen-Orient. La classe ouvrière iranienne aura à renouer avec sa propre histoire puisque rappelons que c'est une révolution prolétarienne qui a chassé la Shah d'Iran inféodé à l'impérialisme américain. Mais c'est parce que le PC iranien a empêché la prise du pouvoir par le prolétariat que la réaction islamique a pu s'imposer.

La lutte des classes en Chine

Avec ses 1,4 milliards d'habitants la République Populaire de Chine dirigée d'une main de fer par le Parti Communiste Chinois (PCC) a aujourd'hui une organisation de sa production purement capitaliste. En développant les échanges de marchandises et les mouvements de capitaux (achats de dettes), la Chine s'est placée au cœur du système international. La main d'œuvre massive dont elle dispose a attiré les investissements étrangers et poussé des millions de paysans pauvres à l'exode vers les villes. L'exploitation de ces masses semblait presque sans limite mais la Chine laborieuse gronde, se lève et se met en marche. Dans le même temps, la bourgeoisie chinoise relativement peu nombreuse, toujours sous dominance de capitaux étrangers (220 milliards de dollars en 2011), dépend étroitement pour son développement de la mise en place d'un marché intérieur mais aussi du marché des matières premières que le pays importe aujourd'hui massivement : la consommation de pétrole est passée de 4,8 millions de barils par jour en 2000 à 9,1 millions en 2010. Les importations qui s'élevaient à 1,5 millions de barils par jour en 2000 ont atteint 5 millions en 2010. Pour le gaz, là où la Chine exportait 3,3 milliards de mètres cubes en 2000, elle en importe 12,2 milliards en 2010.

Ainsi la caste dirigeante chinoise doit, pour son maintien, faire face concomitamment à plusieurs problèmes majeurs parmi lesquels :

- jouer un rôle impérialiste, néo-colonial, dans le rapport qu'elle est contrainte d'entretenir avec les pays fournisseurs de matières premières, notamment en Afrique (interventionnisme y compris sur le plan militaire si besoin comme au Zimbabwe, prise de capitaux dans les secteurs stratégiques ou financement dans la construction d'infrastructures en Afrique subsaharienne ...) et chercher à réduire ses besoins en développant des procès innovants moins énergivores.
- résoudre le problème de sa monnaie strictement nationale (le yen ne s'échange pas à l'international)
- augmenter le pouvoir d'achat des travailleurs chinois pour faire émerger un marché intérieur capable d'absorber les marchandises chinoises et ainsi développer sa bourgeoisie nationale. Cela implique de concéder des revendications ouvrières d'ordre économique (salaires, sécurité sociale, temps de travail ...) et politiques (droit d'organisation, liberté d'expression ...) sans se laisser déborder
- réformer le PCC pour permettre l'émergence d'une nouvelle génération de dirigeants capables de résoudre l'ensemble de ces problèmes.

Ainsi, la Chine concentre les contradictions inhérentes au mode de production capitaliste : elle a engendré une classe ouvrière nombreuse et concentrée dans des sites industriels gigantesques, surexploitée, et qui aujourd'hui se dresse pour réclamer des conditions de travail décentes et des augmentations salariales importantes ainsi qu'un accès aux libertés démocratiques élémentaires. Les conflits se sont multipliés ces dernières années. La combativité des travailleurs se heurte au système chinois de domination où la répression policière est féroce et où les seuls syndicats existants sont ceux inféodés aux PCC et au patronat.

Ce sont pourtant pas moins de 1,84 millions de syndicats qui existent en Chine, regroupant 226 millions d'adhérents. Mais ce sont des syndicats tous affiliés à la centrale unique la Fédération Nationale des Syndicats Chinois (FNSC). Le professeur Chang Kai, enseignant à l'institut des relations de travail de l'Université du peuple de Chine à Pékin, explique que « les grèves se multiplient parce que les syndicats, qui devraient être les soutiens indéfectibles des ouvriers, ne remplissent pas leur rôle ».

La grève chez Honda en 2010, par exemple a été spontanée et organisée sans le soutien du syndicat. En effet, les syndicats n'ont pas été constitués à l'initiative des travailleurs (en conformité avec les statuts) et les dirigeants ne sont pas élus par leurs membres. En fait de nombreux responsables syndicaux sont actuellement nommés et payés par les entreprises qui emploient les travailleurs qu'ils sont censés protéger.

Dans le PCC se font entendre aujourd'hui des voix pour réclamer plus d'indépendance pour les syndicats, des élections directes des responsables syndicaux de base. En fait de telles élections ont déjà été testées dans le District de Xuhui, à Shanghai. Il s'agit d'élargir pas à pas les élections directes. L'objectif du pouvoir est bien compris : il s'agit pour lui de mettre en place une nouvelle bureaucratie syndicale sans céder trop sur les revendications des travailleurs. Le pari n'est pas gagné. Mais face à la montée de la lutte des classes le besoin du pouvoir est de mettre en place des instances, crédibles aux yeux des travailleurs mais contrôlées, capables de jouer un rôle de médiation pour empêcher les conflits de s'envenimer.

La question fondamentale pour la classe ouvrière chinoise est donc la construction d'une confédération syndicale indépendante du PCC, du patronat (chinois et étranger), de l'État et de ses provinces.

Les intérêts politiques des travailleurs chinois ne sont pas pris en charge par le PCC qui au contraire est un obstacle sur la route de leur émancipation. Ils devront construire également un véritable parti ouvrier, indépendant, dont le programme sera axé sur la satisfaction des revendications économiques, démocratiques et politiques du prolétariat chinois.

La multiplication des conflits sociaux, la reprise de la lutte des classes en Chine fera émerger cette nécessité de construire des organisations ouvrières indépendantes.



Les travailleurs indiens face à la surexploitation et aux agents de la bourgeoisie

Après la Chine, l'Inde est le pays le plus peuplé au monde avec 1,2 milliards d'habitants. Cette masse représente un réservoir de main d'œuvre gigantesque à bon marché pour les capitalistes. Ils ne se sont d'ailleurs pas privés de l'exploiter à très bas coût depuis des décennies et dans les pires conditions (explosion de Bhopal et ses milliers de morts en 1984).

L'Inde a toujours été l'objet des intérêts impérialistes et s'est notamment vu disputer par la France et la Grande Bretagne. Elle gagne son indépendance en 1947, sous l'impulsion de Mahatma Gandhi et du Parti du Congrès aux cris de « Quit India » et devient une république fédérale. Mais cette indépendance vis à vis de l'Empire Britannique se fait au prix d'une partition de ce dernier entre Inde et Pakistan sur une base religieuse. La France conserve encore des comptoirs commerciaux (Pondichéry jusqu'en 1962).

Cet état fédéraliste qui compte 28 états et sept territoires, est une démocratie parlementaire inspirée du modèle britannique. Sa constitution proclame le caractère socialiste et laïc de l'Etat et ses différents grands partis sont laïques.

Il existe dans la région de fortes positions indépendantistes et séparatistes de l'Inde (Sri Lanka – indépendant depuis 1947, région du Cachemire ...) qui entraînent régulièrement des tensions. Afin de contrôler ses mouvements et les revendications ouvrières, le Parti du Congrès qui n'avait pas de majorité absolue à la chambre basse, avait fait alliance jusqu'en 2004 avec le Parti Communiste Indien – Marxiste (PCI-M). Le PCI-M avait accepté cette alliance nationale afin de jouer son rôle contre révolutionnaire, pour faire barrage aux revendications ouvrières.

En Inde, au fil du conflit sino-soviétique, le Parti communiste des origines a principalement donné naissance à trois composantes : le Parti communiste indien « maintenu » (PCI) qui reste pro-Moscou ; le PC « marxiste » (PCI-M) qui adopte un profil international « ni-Moscou, ni-Pékin » ; les PCI « marxistes-léninistes » (PCI-ML), pro-chinois, qui finiront par se fragmenter en un éventail d'organisations concurrentes. Si les maoïstes représentent la référence dominante dans l'extrême gauche militante (aujourd'hui encore pour une part armée), le PCI et le PCI-M (surtout) ont gardé une importante représentation parlementaire.

Mais lors des dernières élections législatives de 2009 pour élire les représentants à la chambre basse (échelon fédéral), la donne a considérablement changé.

Le parti bourgeois BJP (Bharatiya Janata Party) a perdu ces dernières élections avec l'Alliance Nationale et Démocratique dont il était partie intégrante. Mais les grands perdants de ces élections sont les partis communistes (le PCI-M et le PCI). Le nombre de députés fédéraux du PCI-M est tombé de 43 à 16 et celui du PCI de 10 à 4. Ils ont constitué un groupe parlementaire avec, notamment, des partis régionaux, comprenant initialement 67 députés, mais c'est un bloc politiquement très fragile, hétéroclite. Le soutien pendant des années du PCI-M (soit par sa participation directe à la majorité parlementaire, soit de l'extérieur comme de 2004 à 2009) au Parti du Congrès (parti bourgeois nationaliste, de centre droit), et la politique qu'il a menée ouvertement contre les masses paysannes et ouvrières dans les régions dans une pure tradition contre révolutionnaire d'inspiration stalinienne, a conduit inexorablement le PCI-M à la déchéance. La défaite des PCI/PCI-M n'est probablement pas seulement conjoncturelle mais reflète des évolutions profondes. Dans un pays-continent comme l'Inde, il faut se garder de généralisations hâtives. Mais le PCI-M est touché en son cœur, le Bengale occidental, principal bastion où il perd une grande part de son influence.

L'alliance dirigée par le Parti du Congrès a désormais seule la majorité et ordonne une politique contre les masses populaires à l'image des dernières mesures qui vont frapper les plus pauvres et ouvrir encore plus l'économie indienne au capital étranger :

- Une augmentation de 14% des prix de l'essence subventionnée
- Un plafonnement des volumes de gaz subventionnés au strict minimum, le reste devant être acheté au prix du marché
- Une cession massive au capital privé de parts dans des entreprises publiques très rentables comme *NALCO* (aluminium) et *Oil India* (pétrole)
- l'ouverture de l'immense marché du commerce de détail au grand capital étranger

Toutefois, cette politique suscite la mobilisation des travailleurs principalement organisés, sur le plan syndical, dans deux centrales syndicales, notamment le *Congrès syndical indien* (AITUC) et la *Centrale des syndicats indiens* (CITU), les deux principaux syndicats liés historiquement aux deux partis communistes indiens.

Mais ces mobilisations sont impuissantes par la ligne politique menée par ces deux centrales. La journée de grève générale du 20 septembre 2012 en est une parfaite illustration. Si près de 50 millions de personnes ont répondu à l'appel, le mouvement est parti de la colère des 25 millions de petits commerçants opposés à l'ouverture du marché indien aux géants mondiaux de la distribution, tels l'américain *Wal-Mart*, mais aussi les français *Auchan* et *Carrefour*. La grève lancée d'abord par la *Confédération syndicale des commerçants indiens* (CAIT) a ensuite été relayée par les deux centrales ouvrières, (l'AITUC et la CITU). Le dirigeant du PCI-M, Prakash Karat, est clair : « *Nous ne voulons pas de Wal-Mart en Inde. Nous ne soutiendrons pas l'ouverture de la moindre enseigne Wal-Mart en Inde* ».

Ces centrales syndicales sont clairement identifiées par nombre de travailleurs pour ce qu'elles sont : des couteaux sans lames, pires encore, des instruments à la solde du pouvoir.

Ente les syndicats « maisons », liés directement au patron, et les centrales dirigées par les communistes, certains travailleurs indiens se posent ouvertement la question de la constitution d'autres syndicats. Ainsi, la lutte menée en 2011 par les travailleurs de l'usine Marutti-Suzuki, premier constructeur automobile indien portait principalement sur la possibilité de construire un nouveau syndicat, indépendant du patronat et de l'AITUC. Ce mouvement s'inscrit dans le cadre de la création en 2002 d'une nouvelle centrale syndicale, la *New Trade Union Initiative* (NTUI). En ce sens par exemple, de puissants combats ont été menés à l'image de ces femmes qui ont constitué en 2006 un syndicat des travailleurs de l'industrie du textile et de la confection, le *GATWU*.

S'affranchir des vieilles organisations politiques et syndicales d'origine ouvrière, construire un nouveau parti ouvrier et une centrale syndicale ouvrière indienne sont une nécessité pour les travailleurs indiens afin d'engager un combat central, contre la bourgeoisie, contre le Parti du Congrès, pour la prise du pouvoir pour la satisfaction des revendications ouvrières.



Les mobilisations ouvrières et sociales en Amérique latine posent la question de la construction de véritables Partis ouvriers révolutionnaires, pour exproprier le capital et avancer vers le socialisme

Bolivie : pour un gouvernement ouvrier expropriant les mines

Fin 2011, le gouvernement Morales a dû abandonner le projet de route qui devait traverser le parc naturel de Tipnis et avait provoqué la colère de milliers d'indiens amazoniens. La mobilisation des Indiens, soutenue par les travailleurs et leur centrale syndicale, la COB, a fait reculer le gouvernement.

En avril-mai 2012, le gouvernement Morales a été confronté à une série de mobilisations. Les mineurs boliviens, organisés par la COB, exigeaient une augmentation salariale supérieure aux 8% proposés par le gouvernement. Par ailleurs, les travailleurs du secteur de la santé se sont opposés quant à eux à un projet visant à faire passer leur journée de travail de six à huit heures, tandis que les étudiants se sont mobilisés pour les soutenir. De même, les Indiens d'Amazonie, après avoir combattu victorieusement pour l'abandon du projet de route qui devrait traverser leur territoire, revendiquaient également la fin des activités gazières dans le parc Aguaragüe, qui fournissent 80% de la production nationale de gaz, la principale richesse du pays, des garanties sur la préservation de leur habitat ainsi que la réaffirmation de leur droit à vivre dans un milieu naturel préservé.

Ces mobilisations traduisent bien l'impasse de la politique du gouvernement Morales. Ce gouvernement petit-bourgeois est incapable de satisfaire les revendications élémentaires des travailleurs et remet même en cause leurs conditions de travail car il refuse de s'attaquer à la propriété capitaliste, notamment celle des mines, principale richesse du pays.

C'est pourquoi, les travailleurs boliviens doivent dicter à la COB la voie à suivre : la COB doit œuvrer à la constitution d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire, capable d'organiser la classe ouvrière bolivienne en vue de porter au pouvoir un gouvernement ouvrier dont le programme serait d'en finir totalement avec la propriété capitaliste. Un tel gouvernement devrait de plus avancer vers la collectivisation des terres et permettre aux Indiens, dans le cadre d'un État socialiste, de vivre sur les terres de leur choix.

Chili : A bas le gouvernement Pinera ! Pour un gouvernement ouvrier soutenu par la CUT et les organisations lycéennes et étudiantes

Au Chili, plusieurs dizaines de milliers de personnes ont à nouveau manifesté, le 28 août 2012, à Santiago, pour demander une réforme de l'éducation. Plus de 100 000 personnes ont participé au rassemblement, l'un des plus importants de ces dernières semaines. Les étudiants bénéficiaient en effet de l'appui des professeurs et de la Centrale unitaire des travailleurs (CUT), principale confédération syndicale du pays, qui avait appelé ses membres à se joindre au défilé.

Les jeunes chiliens ont relancé leur mouvement, après les importantes mobilisations de l'été 2011.

Ces jeunes Chiliens revendiquent avant tout un enseignement public gratuit et de qualité, et, depuis le début du mois d'août, les établissements emblématiques de Santiago sont assiégés. Le gouvernement de Sebastián Piñera poursuit la répression contre la "révolte des pingouins" [surnom donné aux lycéens], qui a entraîné la mort de Manuel Gutiérrez en 2011 [ce lycéen de 16 ans a été tué d'une balle lors de la grève générale, le 26 août 2011]. Le gouvernement Pinera accentue la présence policière dans les établissements scolaires : ainsi, la police a occupé le principal établissement public chilien, l'institut national José Miguel Carrera.

Après la dictature de Pinochet, l'alliance gouvernementale du Parti Socialiste, Démocratie Chrétienne, Parti pour la Démocratie, Radical Social Démocrate au sein de Concertation, gouvernant de 1990 à 2010, a poursuivi la politique bourgeoise de Pinochet et la privatisation de l'éducation.

Aujourd'hui, les jeunes chiliens, soutenus par les travailleurs et leur centrale syndicale la CUT, reprennent le combat contre le gouvernement Pinera. Leur combat doit s'axer contre l'ensemble de la

politique de ce gouvernement, contre le gouvernement lui même pour le vaincre et le chasser. La nécessité de porter un gouvernement ouvrier, soutenu par la CUT et les organisations étudiantes est à l'ordre du jour.

Au Mexique : rupture des nouvelles organisations ouvrières avec la bourgeoisie compradore et défense d'un programme d'expropriation des groupes impérialistes

Les 27 et 28 août 2011 s'est tenu le Congrès constitutif de l'OPT (Organisation politique du peuple et des travailleurs). Au point de départ, en octobre 2010, c'est le secrétaire général du SME (Syndicat Mexicain des Électriciens) qui a proposé, devant les plus de 50 000 personnes au Stade Aztèque, la proposition de constituer un rassemblement politique national (APN). Le Congrès de l'OPT s'est tenu dans les installations du SME et a compté 956 délégués accrédités le samedi 27, et plus de 1100 le lendemain lors de la présentation publique de l'OPT. Le SME regroupe quant à lui environ 16 000 travailleurs sur les 40 000 électriciens licenciés en octobre 2009.

L'initiative de construire l'OPT est venue du SME, qui n'est organisé que dans le centre du pays, là où était implantée l'entreprise Luz y Fuerza del Centro, qui a été privatisée par le gouvernement bourgeois Calderon.

L'OPT rassemble différents courants gauchistes comme le PRT, lié à la IVème Internationale pabliste (à laquelle le NPA est rattachée), l'OSRT (Organisation socialiste révolutionnaire des travailleurs) liée au POI ou encore des organisations à caractère maoïstes et quelques organisations syndicales (SME, Syndicat national des travailleurs de l'enseignement). Dès sa constitution, l'OPT s'est située sur le terrain de la libération nationale par rapport à l'impérialisme, notamment américain. Mais peut-il y avoir une alliance objective avec la bourgeoisie compradore mexicaine contre l'impérialisme américain ? Cette bourgeoisie peut-elle satisfaire une politique d'expropriation des trusts impérialistes ? L'OPT se veut anticapitaliste, antilibérale et anti oligarchique mais elle ne défend pas un programme socialiste, pour l'expropriation des capitalistes et la prise du pouvoir par les travailleurs.

En juillet 2012, c'est le candidat du vieux parti nationaliste mexicain, le PRI (Parti révolutionnaire institutionnel – parti nationaliste bourgeois), Pena Nieto, qui a remporté l'élection présidentielle avec 38 % des voix contre Andres Manuel Lopez Obrador du PRD (Parti de la révolution démocratique – parti social démocrate issu d'une scission du PRI) qui a compté 31 % des voix et contre la candidate gouvernementale Josefina Vazquez Mota, du Parti action nationale (PAN, parti bourgeois conservateur) qui obtint 25 % des voix.

Le PRI a été constitué après guerre sur la base du Parti de la Révolution mexicaine lui-même issu du PNR (Parti National Révolutionnaire) fondé en 1929 à l'initiative du général [Plutarco Elías Calles](#), sur la base de plusieurs organisations nationales, étatiques et locales issues de la [révolution de 1910](#) (dont les communistes de la [CGT](#)). Un décret obligea tous les fonctionnaires gouvernementaux à cotiser à ce parti. En [1938](#), le président [Lázaro Cárdenas](#) déclare formellement la création de l'Assemblée Nationale Constitutive du Parti de la Révolution Mexicaine (*Partido de la Revolución Mexicana* - PRM) qui succéda au PNR. L'intégration au sein du PRM d'organisations de masse a permis des relations étroites avec le peuple. Le plus dynamique des secteurs était le secteur ouvrier intégré par la [CTM](#) fondée par [Cárdenas](#), la CROM (*Confederación Regional Obrera Mexicana*), les communistes de la [CGT](#) ainsi que par les syndicats de mineurs-métallurgistes et d'électriciens. La Confédération Nationale Paysanne (*Confederación Nacional Campesina* - CNC) créée en [août 1938](#) représentait le secteur agricole. Les forces armées ont été elles aussi intégrées au PRM.

Le PRD d'Obrador est issu du PRI depuis les années 90. Il fait office de pseudo parti social-démocrate. Lors de cette élection présidentielle, 40 % des électeurs se sont abstenus. L'OPT a soutenu la candidature d'Obrador au lieu de présenter leur propre candidat.

L'enjeu pour la classe ouvrière mexicaine est de s'organiser dans l'OPT pour imposer un programme de défense des intérêts des travailleurs, rompant avec la bourgeoisie et ses partis (PAN-PRI) et œuvrant à la constitution d'un gouvernement ouvrier, issu de l'OPT. Un tel gouvernement devra

rompre avec la bourgeoisie nationale et défendre un programme socialiste dont le premier acte serait l'expropriation de tous les trusts impérialistes.

Brésil : Front unique pour imposer au gouvernement dirigé par le PT un programme d'expropriation des trusts capitalistes

2012 : premier congrès national de la nouvelle Centrale syndicale

Le 1er Congrès national de la Centrale syndicale et populaire – CSP – Conlutas s'est réuni les 27, 28, 29 et 30 avril 2012 à Sumaré (État de São Paulo). Le caractère et les objectifs de ce Congrès sont énumérés dans le préambule du règlement de fonctionnement : « *L'apparition de la CSP-Conlutas dans le paysage brésilien incarne une nouvelle expérience d'organisation des travailleurs et des travailleuses. La proposition d'intégrer dans une même organisation de front unique les syndicats et les mouvements populaires urbains et ruraux, ainsi que les mouvements d'étudiants et de lutte contre les oppressions symbolise à la fois la compréhension que nous accumulons et notre volonté d'unir tous les secteurs exploités et opprimés de notre classe en une lutte commune, de classe, contre le capital et ses agents.* »

Entre les délégués, les invités et les observateurs, 2280 personnes ont participé aux sessions, dont 1800 délégués élus directement dans des assemblées de base représentant 114 syndicats (du secteur public pour la plupart); 118 courants d'opposition syndicaux; un mouvement de lutte pour la terre; 11 mouvements populaires urbains; 4 collectifs de lutte contre les oppressions; une organisation étudiante.

L'échec de l'unification syndicale de 2010

La CSP – Conlutas est issue d'une tentative avortée d'unification d'organisations syndicales qui se situaient en rupture avec la CUT. Les six centrales syndicales reconnues légalement reçoivent de l'argent de l'État. Toutes ont fait campagne en 2010 pour Dilma Rousseff, candidate présidentielle du PT. La CUT (bras syndical du PT) et Force syndicale (bureaucratie issue du Parti Communiste Brésilien et recyclée au moment de la présidence de Collor de Mello pour freiner le «syndicalisme sauvage de la CUT») sont les centrales qui comptent le plus de membres.

Le Conclat s'est tenu les 5 et 6 juin 2010 dans la ville de Santos, à quelque 200 km de São Paulo. Le Conclat a été convoqué et organisé par Conlutas (Coordination nationale des luttes) ; Intersindical ; MAS (Mouvement progressiste syndical – d'origine stalinienne et animée par le Courant communiste Luis Carlos Prestes, du nom de la figure historique du PC au Brésil) ; MTST (Mouvement des travailleurs sans toit) ; MTL (Mouvement Terre, Travail et Liberté) ; et la Pastorale ouvrière (PO – de la zone métropolitaine de São Paulo).

La participation massive traduisait les attentes créées par le processus: 4000 participants et 3200 délégués ; environ 350 syndicats, fédérations, mouvements et associations qui représentaient, selon les organisateurs, plus de 3 millions de travailleurs.

Durant le congrès, la polarisation se fit de manière évidente entre ceux qui optaient pour la candidature de Ze Maria (Parti socialiste unifié des travailleurs – PSTU) et ceux qui soutenaient la candidature de Plinio de Arruda Sampaio (Parti du Socialisme et de la Liberté – PSOL), comme deux chemins différents pour traduire la lutte et les intérêts des travailleurs entre le parti bourgeois(PSDB) et le parti ouvrier-bourgeois (PT).

Ces divergences ont interrompu le processus d'unification.

- La candidate du **Parti des Travailleurs (PT)**, **Dilma Rousseff** a réuni 47'648'171 de votes, soit 46,9%. Le candidat officiel d'une fraction de la bourgeoisie José Serra (PSDB – Parti de la social-démocratie brésilienne) a obtenu : 33'130'316 de votes, soit 32,61%.
- **Marina Silva, ex-ministre de l'environnement de Lula**, sponsorisée par un grand capitaliste vendeur de produits de beauté bio, a obtenu 19'635'951 de votes, soit 19,33%.
- Le **PSOL** (le Parti du Socialisme et de la Liberté) présentait Plinio Arruda Sampaio pour les élections présidentielles. Il a réuni 886'616 de votes, soit 0,87%.
- Le **PSTU** (Parti socialiste des travailleurs unifié) présentait la principale figure de Conlutas, un syndicaliste fort respecté qui participa au tout début des années 1980 à la création de la CUT (Centrale Unitaire des Travailleurs, indépendante du régime) à Sao Paulo : Zé Maria. Le fait qu'il soit la figure emblématique de Conlutas suscita, certainement, une «difficulté» suite à l'échec de la fusion syndicale datant de juin 2010. Il n'a réuni que 84'609 votes (0,08%).
- Le **PCB** (Part communiste brésilien) présentait Ivan Pinheiro. Le PCB collecta 39'136 votes, soit 0,04%. Quant au PCdoB (Parti communiste du Brésil) d'origine maoïste, il apporta son soutien directement à Dilma Rousseff. Le PCdoB a une relation d'alliance subalterne avec le PT de Lula. Le PCO (Parti de la cause ouvrière) – organisation qui a des relations avec l'organisation d'Argentine PO (Parti ouvrier, dont la porte-parole le plus connu est Jorge Altamira) obtint 12'206 votes, soit 0,01%.
- Autrement dit la victoire de la candidate du PT, Dilma Rousseff n'a pas été bousculée par la «gauche radicale». Cette dernière n'a pas pu mettre en difficulté la nouvelle place politique occupée par Dilma Rousseff. L'ensemble de la «gauche radicale» - du moins de ses candidats – n'a pas réussi à apparaître comme une force, même marginale, apte à contester la politique du PT conforme aux intérêts bourgeois (privatisation, remise en cause des droits travailleurs tout en saupoudrant quelques aides aux plus démunis).
- Au deuxième tour des élections présidentielles. le PSTU a appelé à un vote nul et - le PSOL, du moins la majorité de sa direction, a appelé à donner «aucun vote à Serra».
- Le principal mouvement social du Brésil, le MST (Le Mouvement des paysans sans terre) n'a pas adopté une position officielle à propos du second tour ni donné appui à une des deux candidatures. Toutefois, l'immense majorité de sa base a voté pour le PT.

Quelques rappels sur les organisations d'origine ouvrière au Brésil

Le courant trotskyste-moréniste *Convergencia Socialista* (CS) proposa en 1979, lors du Xe congrès des métallos de São Paulo, la formation d'un « Parti des travailleurs » (PT), les deux principaux dirigeants étant José Maria de Almeida, actuellement dirigeant du PSTU, et Lula Ignacio da Silva. Par la suite, CS a constitué une tendance interne du PT jusqu'en 1992. A cette date, face au refus du PT de faire campagne contre le Président autoritaire Fernando Collor, un secteur de CS est sorti du PT et a constitué le Partido Socialista dos Trabalhadores, devenu en 1994, avec l'incorporation d'autres groupes, le *Partido Socialista dos Trabalhadores Unificado* (PSTU). Un secteur minoritaire de CS considérait à ce moment la rupture avec le PT prématuré et constitua alors *Corrente Socialista dos Trabalhadores* (CST) dans le PT. La crise des années 90 dans la Ligue Internationale des Travailleurs-Quatrième Internationale (LIT-QI) donna lieu, entre autres, à la naissance d'une autre organisation trotskyste-moréniste, la *Unidad Internacional de los Trabajadores* (UIT), à laquelle adhère le CST. Celui-ci finit par rompre aussi avec le PT, et en 2004, il est un des promoteurs du *Partido Socialismo e Liberdade* (PSOL), dont il constitue une tendance interne.

À l'élection présidentielle de 2006, le PSOL présenta la candidature de l'ancienne sénatrice Heloísa Helena, exclue du PT en décembre 2003 après avoir voté contre les consignes du Parti. Également soutenue par le Parti communiste brésilien et le Parti socialiste des travailleurs unifié, elle arriva en troisième position avec 6,85 % des voix.

Les nouvelles organisations politiques (PSOL et PSTU) issues plus ou moins de la IVème Internationale sont des fractures du PT suite à l'adaptation totale aux intérêts de la bourgeoisie et de l'impérialisme. Ces fractures sont le reflet déformé de la lutte des classes et du renoncement du PT à défendre un programme ouvrier. Ces organisations sont cependant traversées par des divergences quant à l'attitude à adopter face au PT, qui demeure le parti ouvrier-bourgeois dominant. Ces organisations (PSTU et PSOL) sont influentes au sein des nouvelles organisations syndicales (CSP-Conlutas et Intersindical). Elles ont donc la responsabilité d'offrir une issue politique et programmatique conforme aux intérêts des masses brésiliennes, en premier lieu d'orienter les combats ouvriers pour la constitution d'un véritable gouvernement ouvrier, qui avancerait la perspective d'expropriation des trusts capitalistes et impérialistes.

La lutte des classes aux États-Unis

Quel que soit le discours sur la reprise économique, la pauvreté, le chômage perpétuel, les niveaux d'endettement extrêmes gangrènent la société américaine.

Une étude récente a brossé le portrait d'un pays où les conditions de vie pour la majorité de la population, sont celles existant dans le tiers monde.

Un Américain sur 6, soit 50 millions de personnes, ne mange pas à sa faim.

Des villes telles que Détroit sont laissées à l'abandon, d'autres déposent le bilan.

Il est frappant de voir que cette crise sociale dramatique n'est même pas mentionnée dans la campagne présidentielle. Malgré tout, les masses tentent de réagir, souvent contre les syndicats corrompus.

La campagne électorale

Une pauvreté généralisée, un chômage galopant et des conditions de vie qui se détériorent pour la majorité de la population sont tout simplement sans intérêt pour les deux principaux partis.

En fait, il ne s'agit pas de lutter contre la pauvreté, mais de lutter contre les pauvres et de faire la peau aux syndicats.

Quel que soit le président élu, il y a tout lieu de craindre qu'au 1er janvier prochain, aux USA, personne ne percevra plus que 26 semaines de prestations de chômage, alors que, actuellement, la durée moyenne est de 40 semaines.

Les républicains envisagent une coupe de 78% dans les budgets sociaux.

Le début de la crise, en 2007, a suscité la colère des travailleurs qui, à juste titre, ont considéré celle-ci comme la conséquence d'une politique pro patronale suivie par tous les partis politiques durant les décennies précédentes.

L'élection d'Obama a été promue par les puissances en place internationalement comme une rupture totale avec les années Bush. Sous le prétexte du changement, l'illusion fut consciemment nourrie que l'élection d'un président afro américain signifierait la fin des années d'une économie libérale et d'une politique étrangère agressive et prédatrice. En fait, Obama a servi l'élite dirigeante américaine aussi servilement que l'avait fait Bush

La restructuration de l'industrie automobile par OBAMA en 2009 et soutenue par l'UAW (UNITED AUTO WORKERS), basée sur une réduction de 50 % des salaires des nouveaux embauchés et la réduction des prestations sociales pour les travailleurs actifs et retraités, a été le feu vert donné au monde des affaires pour lancer une attaque sans précédent sur les salaires et les conditions de vie.

L'Administration OBAMA a poursuivi une stratégie bien définie : transformer les États-Unis en une plate forme d'exportation en rendant les coûts du travail compétitifs par rapport à ceux du Mexique, de la Chine,

Le développement des luttes

Malgré tout, de nombreuses luttes se développent :

- En août 2012, les travailleurs de l'usine de fabrication de moteurs CHRYSLER à DUNDEE ; au MICHIGAN, votent à une majorité écrasante contre l'accord négocié par l'UAW et résistent aux tentatives du syndicat pour imposer cet accord qui entérine une diminution des salaires de 50%



- En février 2011, des manifestations énormes se sont déroulées à Madison, capitale du WISCONSIN et dans tout l'État pour protester contre le « plan WALKER » qui est une attaque de grande envergure contre les travailleurs du public et leurs droits syndicaux. La tentative de monter les salariés du privé contre ceux du public échoue et la jeunesse se joint aux actions. Les syndicats du secteur public ont appelé à des manifestations. L'AFT, fédération américaine des enseignants, la NEA, national education association et l'AFSCME, fédération américaine des employés municipaux de l'État ont présenté leur démarche comme un effort de lobbying pour influencer une poignée de sénateurs républicains afin qu'ils votent contre des points du projet de loi WALKER. Les syndicats ont été avant tout motivés par une mesure du projet de loi qui interdirait la cotisation automatique. Les syndicats ne sont pas intéressés par la défense des travailleurs, comme ne le prouve que trop bien le soutien respectif de l'AEN et de l'AFT à l'assaut de l'Administration OBAMA contre l'éducation publique. Tous les syndicats du secteur public ont respecté les lois réactionnaires interdisant aux employés du gouvernement de faire grève.
- Jun 2012 : mobilisation des postiers de SAN FRANCISCO
- Mai 2012 : lutte des travailleurs de l'usine COCA COLA de EAST HARTFORD, (CONNECTICUT) contre un plan de la Direction supprimant des emplois et remettant en cause l'assurance santé des salariés
- Septembre 2012 : grève des enseignants de CHICAGO : depuis lundi 11 toutes les écoles, les maternelles, les collèges et les lycées publics de CHICAGO sont en grève. La grève s'est terminée le 19 septembre : les syndicats ont obtenu une augmentation de salaire et surtout une prise en compte plus limitée des résultats des élèves pour établir leur salaire.

La position des syndicats

Aux USA aussi, les syndicats trahissent les travailleurs et s'allient au patronat (cf UAW qui, de plus possède 55 % des actions CHRYSLER).

En réalité, les Démocrates travaillent avec les dirigeants syndicaux à mettre en œuvre les attaques contre la classe ouvrière alors que les Républicains préfèrent ne pas traiter avec les bureaucraties syndicales, d'où les attaques menées par ces derniers contre les syndicats

La position du mouvement « Occupy Wall Street »

Lorsque les manifestations « occupons » sont apparues en septembre dernier, elles ont rapidement recueilli un important appui dans la population. Les slogans qui opposaient les « 99 % » au « 1 % le plus riche » sont venus toucher une corde sensible. Les manifestations avaient alors attiré la participation de nombreux travailleurs et étudiants.

L'ordre politique établi, les syndicats, les groupes de la pseudo gauche, tel que l'International Socialist Organization ont pris alors le contrôle des protestations en s'appropriant le discours, en le vidant de tout son contenu contestataire et en le rendant tout à fait compatible avec un soutien politique au parti démocrate. Il faut dire que cette récupération avait été fortement facilitée par les mots d'ordre tels que « pas de politique » et « pas de direction ». En réalité, les « manifestations » organisées le 1er mai ont trouvé très peu d'écho car les travailleurs ne s'y sont pas retrouvés.

La classe dirigeante mène un assaut radical contre les droits les plus élémentaires des travailleurs. Pour contrer cette attaque, la classe ouvrière a besoin de sa propre organisation et non des propositions politiques complaisantes et conformistes de « Occupy ».

Aux USA, comme dans le monde entier, les travailleurs, malgré les difficultés, luttent et tentent de relever la tête.

Quelques rappels historiques sur le Québec

Le Québec - qui compte aujourd'hui 8 millions d'habitants - est la deuxième province du Canada en population. Pour comprendre où en est la classe ouvrière québécoise aujourd'hui, à l'issue des mobilisations et des élections qui ont suivi, il faut reprendre quelques éléments historiques du Québec.

De la fin de la seconde guerre mondiale jusqu'au début des années 60 s'étale une période appelée « Grande Noirceur ». Elle correspond au gouvernement de Maurice Duplessis (1944-1959) époque marquée par un conservatisme et un cléricisme radical en réaction aux violents conflits ouvriers et aux aspirations des masses.

La période qui succède est appelée « La Révolution tranquille ». Le Québec adopte les principes de l'État-providence, avec la mise en place d'une véritable séparation de l'Église catholique et de l'État. On assiste ainsi à la fin du cléricisme dans le domaine social, avec le remplacement du clergé dans l'éducation, de la santé et des services sociaux par des organismes étatiques laïcs. Cette rupture conduit à une défection massive au sein du clergé catholique, qui réduit considérablement son influence sur les québécois. Cette période marque aussi un affranchissement plus net de l'industrie québécoise vis-à-vis des capitaux anglo-saxons, avec le renforcement de la bourgeoisie québécoise sous l'influence du Parti Libéral Québécois (PLQ). Parallèlement, le nationalisme se développe fortement, lié à l'accession des francophones à des postes clés de l'administration et de l'économie. Par ailleurs, la conjoncture économique des « trente glorieuses » permet à la bourgeoisie de concéder des avancées au prolétariat afin d'endiguer tout risque de soulèvement (création de la Régie des rentes du Québec pour la gestion des retraites,...).

La question de l'indépendance

Le parti qui porte historiquement cette question est le Parti Québécois (PQ). Il est créé en 1968 à partir de trois organisations :

- le Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN) : premier mouvement politique souverainiste, il dénonce l'exploitation des travailleurs par le capitalisme anglo-saxon et appuie les ouvriers en grève dans la période 1960-68 (puis il est dissous, ses membres étant incités à rejoindre le PQ nouvellement créé)
- le Ralliement national, caractérisé comme un mouvement indépendantiste conservateur.
- le Mouvement Souveraineté-Association, composé de démissionnaires du PLQ.

Dès son origine, la composition du Parti Québécois est loin d'être chimiquement pure puisqu'elle intègre des éléments bourgeois. Sa création répond à l'objectif de fédérer les courants nationalistes et de rallier la classe ouvrière à l'indépendance sur fond de collaboration de classe. Lors des élections de 1976, la classe ouvrière se saisit du Parti Québécois pour chasser les libéraux. Mais sitôt arrivé au pouvoir, celui-ci mène une politique d'austérité à l'instar de Mme Margaret Thatcher et de Ronald Reagan, en répondant à la récession par des coupes budgétaires.

En 1980, après 4 années de gestion austère, le Parti Québécois largement discrédité, tente un plébiscite avec le premier référendum sur l'indépendance. Les travailleurs votent massivement contre, le NON l'emportant à 59.5%.

Une seconde tentative a lieu en 1995. La Souveraineté-Association propose la reconnaissance de tous les traités internationaux (dont la participation à l'OTAN), la conservation du dollar canadien et le maintien d'une zone de libre-échange. Dès sa naissance, le futur pays se trouverait donc asservi aux bourgeoisies impérialistes, américaines et canadiennes. Les travailleurs rejettent à nouveau le référendum.

Le mouvement étudiant de 2012

Au cours de l'automne 2011, le gouvernement de Jean Charest (PLQ) annonce une hausse des frais d'inscription à l'université de 75 % sur cinq ans; cela signifie qu'en 2017, un Québécois devra déboursier 3 800 dollars par an (contre environ 2000 aujourd'hui). Selon le gouvernement, l'université québécoise doit rattraper le reste des universités canadiennes fonctionnant sur un modèle anglo-saxon, où une année d'étude coûte en moyenne 6 000 dollars.

A partir de la grève du 17 février 2012, les étudiants s'organisent massivement autour des trois principaux syndicats étudiants qui sont : La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), la fédération CLASSE (Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante) et la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ). Les grèves suivantes sont suivies par 150 000 à 300 000 étudiants selon les périodes, c'est-à-dire 30 à 60 % des étudiants. A la mi-mai, 14 cégeps (collèges d'enseignement général et professionnel) sur 48 sont paralysés par la grève, et 11 universités sur 18 sont touchées.

Pour la jeunesse québécoise, « l'université marchandisée » remet en cause un des principaux acquis de la Révolution tranquille : l'accès des francophones pauvres à l'université, avec une politique qui visait, au départ, la gratuité.

Pour autant, la plateforme revendicative de l'intersyndicale est limitée à l'exigence d'un moratoire sur la hausse des frais et la mise en place d'états généraux de l'éducation.

Le gouvernement fait bloc contre les étudiants et le 18 mai 2012 est promulguée la "loi 78", signant l'arrêt des cours – et par conséquent de la grève – jusqu'au 17 août, date à laquelle la session universitaire doit reprendre. La loi interdit d'entraver l'accès aux cours et limite le droit de manifester en rendant illégaux les rassemblements de plus de 50 personnes sans en alerter la police au préalable, ainsi que les piquets de grève à l'entrée des facs, passibles d'amende allant de 1 000 à 125 000 dollars. Ce durcissement du mouvement rallie la classe ouvrière et débouche sur une manifestation très massive le 22 mai à Montréal (200 à 250 000 manifestants) pour protester contre cette « loi matraque ». A ce moment-là, le Front syndical étudiant soutenu par les organisations ouvrières auraient dû centrer cette mobilisation contre le gouvernement Charest, pour le vaincre et le chasser du pouvoir.

Les élections anticipées

Face au mouvement qui ne désarme pas, et face à la contestation qui se centralise contre le PLQ (au pouvoir depuis 2003), le gouvernement est contraint le 1er août d'organiser des élections anticipées pour le 4 septembre.

La FEUQ et la FECQ suggèrent de voter pour « *les partis qui soutiennent l'accessibilité aux études* ». Autrement dit, de voter pour le Parti québécois (PQ), qui propose un gel des frais de scolarité et l'organisation d'états généraux de l'éducation, ou pour Québec solidaire, parti de gauche qui milite pour la gratuité scolaire. De nombreux étudiants pensent plutôt voter « utile » en choisissant un député du Parti québécois, ce grand parti « historique » leur paraissant plus sûr pour défaire le Parti libéral.

Les élections provinciales servent à désigner les 125 députés qui siègent à l'assemblée nationale du Québec. On note tout d'abord un taux de participation massif avec 74,6% (contre 57,4 en 2008) sur 4 362 688 inscrits :

- **Parti québécois** 31,95% (1 393 703 voix), 54 sièges
- les travailleurs se sont saisis du PQ pour infliger une défaite à Jean Charest sans pour autant créer un écart important avec les libéraux. Pauline Marois devient le nouveau premier ministre du Québec.
- le parti historique de l'indépendance reste également tiraillé sur la question de la souveraineté du Québec puisqu'il essaye de rassembler des électeurs dont c'est le seul impératif, et d'autres, pour qui ce n'est plus le centre des préoccupations
- **Parti Libéral Québécois** 31,2% (1 360 968), 50 sièges

L'électorat anglophone d'origine canadienne ou issu de l'immigration représente traditionnellement le socle du Parti libéral, qui subit un recul important par rapport à 2008 puisqu'il obtient 16 sièges de moins qu'en 2008. Ce score s'explique par le rejet de sa politique de liquidation des acquis sociaux mais aussi par de multiples affaires de corruption dans les marchés publics du secteur de la construction. En outre, la mise en place du Plan Nord, un plan de développement économique du Nord du Québec permettant l'exploitation de ses ressources naturelles - notamment gaz de schiste - par des compagnies privées, ne fait l'unanimité parmi la population québécoise.

- **Coalition Avenir Québec (CAQ)** 20,05% (1 180 235), 19 sièges

Cette formation très récente (avril 2012) dans laquelle s'est fondue Action Démocratique Québec (droite conservatrice), a été créée sous l'impulsion d'un ancien ministre du PQ, François Legault. Son programme remet la corruption au cœur du débat après les récentes affaires qui ont secoué le gouvernement libéral. En ce sens il récupère la majeure partie de l'électorat qui se détourne du PLQ.

- **Québec Solidaire** 6,03% (263 111), 2 sièges

Ce parti défend depuis toujours la gratuité scolaire. Ses couleurs se sont ainsi mélangées aux pancartes des étudiants à chaque grande manifestation au cours des derniers mois. Il a été fondé lors d'un congrès tenu à Montréal les 4 et 5 février 2006. Il est issu de la fusion de deux organisations politiques :

- o Option citoyenne, mouvement politique fondé en 2004 sous l'impulsion de Françoise David.
- o L'Union des forces progressistes (UFP), fondée en 2002 par la fusion du Parti de la démocratie socialiste (PDS: ex-NPD-Québec), du Rassemblement pour l'alternative progressiste (RAP), du Parti communiste du Québec (COM)

De l'aveu de sa présidente actuelle Françoise David, Québec solidaire est un parti politique de gauche qui se consacre «à la promotion et à la défense du bien commun».

Quelles perspectives pour la jeunesse et la classe ouvrière québécoises?

La courte victoire du Parti Québécois durant ces élections, bien qu'elle ait permis de chasser le gouvernement bourgeois de Jean Charest, ne constitue en aucun cas une victoire pour les travailleurs québécois. Dans ce contexte de crise mondiale du capitalisme, ce nouveau gouvernement ne tardera pas à s'attaquer aux acquis sociaux et à mener une politique d'austérité comme par le passé. Quant à la question de l'indépendance, elle reste stérile dès lors qu'elle ne se place pas en rupture avec l'économie capitaliste et au service de l'intérêt des masses québécoises.

Face à un gouvernement prompt à employer la répression la plus féroce, la jeunesse a montré sa combativité et sa détermination dans ce qui constitue désormais le plus grand mouvement de l'histoire québécoise. Cette force tient aussi de l'expérience acquise aux cours des mobilisations précédentes, que ce soit en 2003 contre la remise en cause des acquis sociaux, ou en 2005 contre les coupes budgétaires dans les programmes d'aides financières aux étudiants.

C'est le manque de perspectives politiques qui pèse désormais; et cela montre, au Québec comme ailleurs dans le monde, la nécessité de s'organiser pour construire des organisations révolutionnaires capables de prendre le pouvoir.

La section multiprofessionnelle C.G.T. de Chauffailles et son Canton

A Edith GUEUGNEAU, députée apparentée socialiste de Saône et Loire

La section CGT de Chauffailles a pris connaissance de ta prise de position quant à la décision quasi unanime de l'Agence Régionale de Santé qui doit conduire à la fermeture de la clinique privée de Paray-le-Monial, et nous l'approuvons dans la mesure où elle va dans le sens de la défense du service public de santé.

Sans doute faudrait-il rappeler à Monsieur NESME qu'il a voté la loi HPST de juillet 2009 qui est à l'origine de cette fermeture [loi qui a aussi abouti à la fermeture de nombre de maternités et a permis de remettre en cause les conventions collectives CCN 66 et CCN 51 des établissements sociaux et médicaux sociaux au détriment de leurs salariés].

Aujourd'hui il faut abroger cette loi et intégrer le personnel licencié par le groupe VITALIA dans le service public qui en a tant besoin.

Le Journal de Saône et Loire feint de pleurer sur le sort de ces salariés mais à Chauffailles, nous n'avons jamais lu dans ses colonnes quelques regrets de voir 300 emplois détruits depuis 2009. Leurs jérémiades sont très sélectives.

Sois assurée de notre soutien chaque fois que ton action ira dans le sens de la défense des services publics et des statuts de leurs agents.

Pour la section, le secrétaire, Dominique MAUL

Le 1^o novembre 2012

Nos emplois n'ont un avenir que sans l'industrie capitaliste !

La crise du capitalisme continue de frapper les travailleurs : presque 5 millions de chômeurs toutes catégories confondues, des postes supprimés dans la Fonction publique, des licenciements tout azimut.

A l'appel de la Fédération européenne de l'industrie, le 9 octobre représente une journée européenne d'action pour le développement de l'industrie et de l'emploi. La CGT a appelé dans ce cadre à une mobilisation nationale.

Mais comment se mobiliser pour l'industrie lorsque PSA annonce la suppression de 8000 emplois et la fermeture de l'usine d'Aulnay ? De l'aveu même des directions de Renault et Peugeot le marché automobile est saturé, il y a plus de véhicules produits que de besoins. Là est une des contradictions et l'impasse du système capitaliste qui amène à une situation de surproduction stimulée par la course effrénée aux profits pour le patronat, profits récoltés sur la base de l'exploitation du travail des travailleurs.

De même comment participer à une mobilisation pour l'industrie, lorsque le patronat ferme des dizaines d'usines pour délocaliser, ou bien contraint les travailleurs à accepter une dévalorisation de la force de travail pour préserver leur emploi ? Est-ce pour cette industrie que nous, privés d'emploi et précaire, allons nous mobiliser ?

Non, nous ne serons pas dans la rue le 9 octobre pour l'industrie capitaliste, ni pour la réindustrialisation sur la base des profits capitalistes. Nous n'allons ni nous battre, ni faire de suppliques pour que le patronat français rouvre ou maintienne des usines à grands renfort de subventions publiques et de « dialogue social » pour exploiter les travailleurs et opérer jusqu'au bout des profits sur leur dos, avant de les disloquer tout à fait.

Nous y serons car nous voulons nous battre dans une CGT qui soit un syndicat de classe qui défend les intérêts des travailleurs et de la jeunesse. Pour un syndicat qui oppose aux licenciements et au chômage partiel l'interdiction des licenciements, la réduction massive du temps de travail et la répartition du travail entre tous les travailleurs disponibles.

Les travailleurs n'ont pas à se mobiliser pour les intérêts du patronat. Assez de collaboration de classe ! Mobilisons-nous pour nos propres intérêts !

L'expropriation des banques, des usines et des trusts impérialistes et la prise de contrôle des moyens de production est à terme la seule voie qui peut mener à la satisfaction durable des intérêts de l'ensemble des travailleurs et de la jeunesse. Et c'est en ce sens que la CGT Privés d'Emploi et Précaires du Rhône continue de se battre. Rejoignez-nous pour mener ce combat

Chômeurs et précaires Exigeons :

- **L'interdiction des licenciements**
- **Le maintien de l'indemnisation jusqu'au retour à l'emploi**
- **Le droit à un emploi stable, choisi, qualifiant pour tous, avec un SMIC de 1700 euros comme base de départ.**
- **L'arrêt des défiscalisations, les contributions patronales doivent être obligatoires pour tous les contrats de travail !**